



QUAND LA PLUIE, DEVIENT POUSSIÈRE

COMPRENDRE ET ATTÉNUER LES EFFETS
CONJUGUÉS DES CONFLITS ARMÉS
ET DE LA CRISE CLIMATIQUE
ET ENVIRONNEMENTALE SUR LA VIE
QUOTIDIENNE DES PERSONNES TOUCHÉES

QUAND LA PLUIE, DEVIENT POUSSIÈRE

**COMPRENDRE ET ATTÉNUER LES EFFETS
CONJUGUÉS DES CONFLITS ARMÉS
ET DE LA CRISE CLIMATIQUE
ET ENVIRONNEMENTALE SUR LA VIE
QUOTIDIENNE DES PERSONNES TOUCHÉES**

À propos du rapport

Les pays en proie à un conflit armé sont plus durement touchés par le changement et la variabilité du climat, car leur population, leurs infrastructures et leurs institutions, déjà sévèrement éprouvées par les conséquences de la violence, ont une capacité d'adaptation limitée. Ce rapport d'orientation est le résultat de recherches menées dans le sud de l'Irak, dans le nord du Mali et en République centrafricaine (RCA). S'appuyant sur les compétences et connaissances du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ainsi que sur la littérature spécialisée, il rend compte du quotidien des populations confrontées aux effets conjugués des conflits armés et du changement climatique, ainsi que de la manière dont elles s'adaptent et font face à ce double fléau. Il traite aussi des ajustements auxquels le CICR, mais aussi l'ensemble du secteur humanitaire, devra procéder pour atténuer les risques climatiques, et lance un appel urgent en faveur d'une action pour le climat plus ambitieuse et mieux financée dans les pays en situation de conflit.

Le travail de recherche présenté dans ce rapport a été mené par la Division des politiques et de la diplomatie humanitaires du CICR. Il n'aurait pas pu être réalisé sans le soutien des Unités « sécurité économique » et « eau et habitat » de l'institution, ainsi que des délégations du CICR en République centrafricaine, en Irak et au Mali. Dans le cadre du projet, une revue de la littérature spécialisée a été effectuée par Yvonne Su et Karine Gagné, respectivement étudiante de troisième cycle et professeure assistante à l'Université de Guelph. Le rapport a été rédigé par Catherine-Lune Grayson, conseillère au sein de la Division des politiques et de la diplomatie humanitaires du CICR, qui a codirigé les recherches avec Pierrick Devidal, lui aussi conseiller au sein de la Division. Vanessa Murphy, conseillère juridique au CICR, a rédigé l'encadré consacré au droit international humanitaire, au changement climatique et à l'environnement naturel. Amir Khouzam et Digvijay Rewatkar, tous deux stagiaires diplômés au sein de la Division, ont également apporté leur précieux concours à la réalisation du projet.

Nous sommes extrêmement reconnaissants à toutes les personnes dont nous avons recueilli la parole dans le cadre des études de cas, pour la confiance qu'elles nous ont témoignée et pour nous avoir fait part de leurs expériences. Nous tenons également à remercier les représentants des autorités et d'autres organisations d'avoir partagé avec nous leurs points de vue. Nous souhaitons en outre exprimer notre gratitude à nos collègues pour leurs contributions pendant le processus de recherche et pour leurs retours sur le rapport final.

Le rapport a été relu et révisé par un comité consultatif externe composé de professionnel-le-s et d'expert-e-s. Nous tenons notamment à remercier Maarten van Aalst, directeur du Centre pour le climat de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ; Julie Arrighi, chargée de projets urbains et responsable des partenariats CICR au sein du Centre ; Katie Peters, chercheuse principale associée à l'Overseas Development Institute ; Edmon Totin, conférencier à l'Université nationale d'agriculture du Bénin et l'un des principaux auteurs-coordonnateurs du chapitre sur l'Afrique du rapport du GIEC (AR6) ; et Maria Guevara, conseillère principale en positionnement opérationnel et plaidoyer à Médecins sans frontières.

À propos des photographies

Les photographies de la République centrafricaine ont été prises par Florent Vergnes, photographe et vidéaste pour l'agence France-Presse. Ce dernier travaille et vit sur place depuis trois ans et s'intéresse essentiellement aux dimensions sociales et politiques du conflit armé qui sévit dans le pays, en particulier à ses répercussions sur les pratiques de transhumance.

Les photographies illustrant la situation en Irak ont été prises au début de l'année 2020 par Mike Mustafa Khalaf, photographe, vidéaste et chargé de communication digitale au CICR.

Celles sur le Mali sont l'œuvre de Samuel Turpin, journaliste et photographe (pour l'agence Gamma) spécialisé dans les situations de conflit et les crises humanitaires depuis 1998. En 2017, il a participé au lancement d'un projet multimédia dont l'objectif est de rendre compte, sur une période de 10 ans, des effets du changement climatique sur le quotidien de 12 familles. Intitulé [Humans & Climate Change Stories](#), le projet a remporté en 2019 le Prix de l'action pour les Objectifs de développement durable, décerné par les Nations Unies.

Enfin, nous tenons à remercier Aurélie Lachant, chargée de relations publiques au CICR, pour son aide précieuse.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	5
Glossaire	6
Résumé	8
Quelques faits et chiffres.....	12
Introduction.....	14
I. Les effets conjugués des conflits armés, du changement climatique et de la dégradation de l'environnement	16
Les conséquences directes et indirectes des conflits armés sur la résilience de la population.....	18
Les effets conjugués des conflits armés et du changement climatique.....	20
Faire face aux effets cumulés des conflits armés et de la crise climatique.....	23
II. Les effets conjugués des conflits armés et du changement climatique en République centrafricaine, en Irak et au Mali	26
République centrafricaine – Conséquences locales de l'insécurité régionale, du changement climatique et de la dégradation de l'environnement	29
Sud de l'Irak – L'impact négatif des conflits à répétition sur la sécurité hydrique.....	35
Nord du Mali – Les effets combinés de la désertification, du sous-développement et du conflit armé	41
III. Adapter notre action pour un impact humanitaire plus durable	44
L'action menée par le CICR pour renforcer la résilience face aux chocs.....	46
Mieux comprendre les conséquences des risques cumulés	47
Élaborer des activités de préparation et d'intervention adaptées	49
Mobiliser d'autres acteurs en faveur d'une action pour le climat plus ambitieuse et mieux financée	51
L'appel du CICR	54
Bibliographie	56
Annexe: Méthodologie	66

AVANT-PROPOS

Au fil des années, j'ai pu maintes fois constater combien les personnes touchées par un conflit armé sont éprouvées au quotidien, non seulement à cause de la violence à laquelle elles sont confrontées, mais aussi en raison des risques climatiques et de la dégradation de leur environnement. Par exemple, en Somalie et en Afghanistan – deux pays fragilisés par des décennies de guerre et d'instabilité –, sécheresses et inondations se produisent régulièrement, menaçant la sécurité alimentaire de la population et contraignant de nombreuses personnes au déplacement. Au Sahel, l'imprévisibilité du climat et la dégradation de l'environnement réduisent chaque jour un peu plus les chances de survie des communautés appauvries et isolées, dont les mécanismes d'adaptation sont sévèrement mis à mal par les effets combinés de la violence et de l'instabilité. Au Yémen et en Irak, l'insécurité hydrique – qui constitue une menace pour la santé publique ainsi que pour la sécurité économique et alimentaire – est exacerbée par la faiblesse des institutions. Dans bien des cas, les conflits armés sont en outre directement responsables de la dégradation des écosystèmes essentiels à la survie des populations locales.

Ces communautés sont soumises à un stress extrême et ne sont pas équipées pour faire face aux chocs à venir. Le fait qu'elles vivent dans un pays en proie à un conflit armé ne devrait pas de surcroît les surexposer aux répercussions du changement climatique, mais c'est pourtant le cas – 60% des 20 pays les plus vulnérables au changement climatique selon l'indice ND-Gain sont le théâtre d'un conflit armé. Cette vulnérabilité accrue tient en partie à leur situation géographique, mais aussi et surtout au fait que les conflits fragilisent considérablement les institutions, les services essentiels, les infrastructures et les systèmes de gouvernance qui sont indispensables pour renforcer la résilience des personnes face à la crise climatique et environnementale.

Cette année, nous faisons paraître deux publications complémentaires sur le thème des risques climatiques, de la dégradation de l'environnement et des conflits armés. La première, le présent rapport d'orientation que vous vous apprêtez à lire, traite des graves conséquences humanitaires engendrées par les effets combinés des conflits armés et de la crise climatique et environnementale. Ce rapport s'intéresse également au rôle que nous pouvons et devons jouer pour les atténuer et les prévenir, et nous invite à intensifier nos efforts collectifs pour renforcer notre action en faveur du climat et répondre à l'ensemble des besoins et vulnérabilités des personnes touchées par un conflit armé.

Nous avons également révisé nos *Directives pour les manuels militaires sur la protection de l'environnement en période de conflit armé* – dont la première édition avait été présentée aux Nations Unies en 1994 – dans l'objectif de continuer à promouvoir les règles de droit qui protègent l'environnement contre les effets des conflits. Les dommages causés à l'environnement lors d'un conflit peuvent affecter durablement la vie des personnes et limiter leur capacité à faire face au changement climatique.

Au CICR, nous sommes déterminés à apporter une réponse appropriée aux besoins des communautés confrontées aux effets conjugués des conflits armés, du changement climatique et de la dégradation de l'environnement. Mais nous n'y arriverons pas seuls. Il est indispensable que l'ensemble du secteur humanitaire – notamment les autres composantes du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge – mais aussi les autorités, les acteurs du développement, les communautés, les milieux universitaires et le secteur privé unissent leurs forces pour limiter le changement climatique et faire en sorte que les personnes vulnérables reçoivent l'aide dont elles ont besoin pour s'adapter aux crises climatiques d'aujourd'hui et de demain. L'heure n'est plus aux tergiversations; il est urgent d'agir.



Robert Mardini
Directeur général du CICR

GLOSSAIRE

Action pour le climat: ensemble des mesures d'urgence destinées à lutter contre le changement climatique et à en atténuer les effets, et des mesures visant à renforcer la résilience et la capacité d'adaptation face aux risques et catastrophes naturelles liés au climat partout dans le monde. L'action pour le climat est le thème de l'objectif n° 13 des Objectifs de développement durable adoptés par les Nations Unies (Conseil économique et social des Nations Unies, 2019).

Adaptation: processus par lequel un système – naturel ou humain – s'adapte pour faire face aux effets avérés ou attendus du changement climatique, dans l'objectif d'en atténuer ou prévenir les conséquences néfastes ou d'en exploiter les aspects bénéfiques (Field *et al.*, 2014).

Atténuation (du changement climatique): intervention humaine visant à limiter ou prévenir les émissions de gaz à effet de serre et à réduire leur concentration en renforçant les puits de carbone (ONU Climat, 2020).

Capacité d'adaptation: aptitude – d'un système, d'une institution ou d'un individu – à anticiper les dommages susceptibles d'être causés par le changement climatique, à tirer parti des possibilités qu'il offre, ou à faire face à ses conséquences (Field *et al.*, 2014).

Changement climatique: variation de l'état du climat qui persiste pendant une longue période, généralement pendant des décennies ou plus. Désigne toute modification du climat observée au fil du temps, due à la variabilité naturelle du climat ou résultant d'activités humaines (GIEC, 2007; GIEC, 2018b).

Chocs climatiques: manifestations concrètes des risques climatiques qui affectent considérablement la vie, les moyens de subsistance, la santé et le bien-être des personnes; les écosystèmes et les espèces; les biens économiques, sociaux et culturels; les services; et les infrastructures (Field *et al.*, 2014; Sinha, 1999).

Climat: conditions météorologiques moyennes qui règnent sur une région donnée pendant une période pouvant aller de quelques mois à plusieurs milliers ou millions d'années (Field *et al.*, 2014; OMM, 2019).

Crise climatique: situation de vulnérabilité accrue qui résulte de l'aggravation des effets du changement climatique.

Dégradation de l'environnement: processus au cours duquel l'environnement naturel subit un dommage, qui a pour conséquence de réduire la diversité biologique et d'altérer l'équilibre général de l'environnement. Ce processus peut être d'origine entièrement naturelle, ou être accéléré ou causé par des activités humaines (GEMET).

Désertification: dégradation des terres dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches due aux activités humaines et à d'autres facteurs tels que des changements d'ordre physique, biologique, politique, social, culturel, économique et climatique (Ambalam, 2012).

Durabilité: conciliation des impératifs environnementaux, sociaux et économiques. Le développement durable consiste à répondre aux besoins de la génération actuelle sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs (Commission mondiale sur l'environnement et le développement, 1987).

Financement de l'action pour le climat: ensemble des fonds collectés aux niveaux local, national ou transnational – auprès de bailleurs publics et/ou privés ou via d'autres systèmes de financement – pour la mise en œuvre d'actions d'atténuation et d'adaptation dans le cadre de la lutte contre le changement climatique (ONU Climat, 2020).

Résilience : aptitude d'un individu, d'une communauté, d'une institution ou d'un système à anticiper, amortir, contourner, atténuer et/ou surmonter les chocs et facteurs de stress générés par les conflits, la violence et autres dangers de diverses natures, sans compromettre sa survie à long terme.

Risques climatiques : conséquences néfastes que le changement et la variabilité du climat – ou les mesures mises en œuvre pour s'y adapter ou en atténuer les effets – sont susceptibles d'entraîner sur la vie, les moyens de subsistance, la santé et le bien-être des personnes ; les écosystèmes et les espèces ; les biens économiques, sociaux et culturels ; les services ; et les infrastructures. Le risque naît de la conjonction de trois facteurs : la vulnérabilité, l'exposition au danger et le danger proprement dit (Field *et al.*, 2014).

Variabilité du climat : variations du climat à toutes les échelles spatiales et temporelles au-delà de la variabilité propre aux phénomènes météorologiques particuliers. Ce terme est souvent utilisé pour désigner les variations des statistiques climatiques sur une période donnée. La variabilité peut être due à des processus internes naturels au sein du système climatique ou à des variations de facteurs externes naturels ou anthropiques (OMM, 2019).

Vulnérabilité : état résultant d'une conjonction de facteurs ou de processus d'ordre physique, social, économique, environnemental et politique qui ont pour effet d'accroître la fragilité d'une personne ou d'une communauté face à un choc ou un danger spécifique. Le terme désigne l'incapacité d'un individu ou d'un groupe à anticiper, gérer, supporter et/ou surmonter les effets des chocs ou dangers d'origine naturelle ou humaine sans compromettre sa survie à long terme.

RÉSUMÉ

Le dérèglement climatique affecte des millions de personnes à travers le monde et il en affectera de plus en plus dans les années à venir. Les risques climatiques se multiplient, menaçant la vie, la santé physique et mentale ainsi que la sécurité alimentaire et économique des individus, et exacerbant les vulnérabilités et inégalités existantes. Les pays en proie à un conflit armé sont parmi les plus durement touchés par la variabilité du climat et les phénomènes météorologiques extrêmes. Cela s'explique en partie par leur situation géographique, mais aussi et surtout par le fait que les conflits et leurs répercussions limitent la capacité d'adaptation des personnes, des systèmes et des institutions¹.

Le présent rapport est le résultat de recherches menées en République centrafricaine, dans le sud de l'Irak et dans le nord du Mali. S'appuyant sur les compétences et connaissances du CICR ainsi que sur la littérature spécialisée, il rend compte du quotidien des populations confrontées aux effets conjugués des conflits armés et du changement climatique, ainsi que de la manière dont elles s'adaptent et font face à ce double fléau. Il s'intéresse aussi aux ajustements auxquels le CICR, mais aussi l'ensemble du secteur humanitaire, devra procéder pour atténuer les risques climatiques, et appelle à un renforcement de l'action pour le climat dans les pays en situation de conflit.

LES EFFETS CONJUGUÉS DES CONFLITS ARMÉS, DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DE LA DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT

Les conflits font des morts et des blessés, sapent les fondements de l'organisation sociale, politique et économique des sociétés, accentuent les disparités et mettent à mal les progrès réalisés en matière de développement. Dans les situations de conflit prolongé, les dysfonctionnements perdurent, meurtrissant souvent à jamais les personnes et les sociétés touchées². Les risques climatiques et la dégradation de l'environnement aggravent encore la situation. Conjugués aux conséquences des conflits armés, ils accentuent l'insécurité alimentaire et économique, creusent les écarts en matière de santé, entravent l'accès aux services essentiels et limitent la capacité d'assistance des gouvernements, des institutions et des sociétés. Les répercussions de ce double fléau sont aussi multiples qu'étendues. Par un effet domino, elles peuvent transformer la mobilité humaine, les schémas de transhumance ou encore l'accès aux ressources à l'échelle d'un continent.

Les conséquences de l'effondrement des systèmes de gouvernance sont tout aussi multiples qu'étendues : défaillance en matière de contrôle des territoires, incapacité à maintenir en état de fonctionnement les infrastructures essentielles, à protéger les écosystèmes, à gérer les ressources, à apaiser les tensions, à mettre en œuvre des plans de long terme, à mobiliser l'aide internationale ou à engager un dialogue au niveau régional. Ces dysfonctionnements systémiques pèsent encore plus lourd dans les contextes où l'insécurité entrave l'accès des travailleurs humanitaires et limitent les efforts de soutien des organismes de développement.

L'adaptation au changement climatique peut exiger d'importantes transformations sociales, culturelles et/ou économiques. Les initiatives ambitieuses et concertées, pensées pour le long terme, sont néanmoins rares en temps de guerre, non seulement parce que les autorités sont affaiblies, mais aussi parce qu'elles accordent généralement la priorité au rétablissement de la sécurité nationale et, dans un second temps, au redémarrage de l'économie et à la rénovation ou la construction d'infrastructures. En l'absence d'un soutien approprié de la part des institutions, les personnes et les communautés tentent de s'en sortir en adaptant ou en diversifiant leurs moyens de subsistance, en modifiant leur mode de vie ou en allant vivre ailleurs. Bien que le déplacement ne soit généralement pas leur premier choix, beaucoup finissent par partir dans une autre région du pays faute de solutions viables. Les aides institutionnelles étant rares, peu de personnes ont les moyens de s'établir définitivement dans leur région d'accueil – les plus pauvres et les plus vulnérables sont parfois prises au piège et n'ont d'autre choix que de rester où elles sont. Certaines décident de partir au vu

1 Adger *et al.*, 2014 ; GIEC, 2018a.

2 Akresh *et al.*, 2012 ; Collier *et al.*, 2003 ; Corral *et al.*, 2020 ; Gates *et al.*, 2012.

de la détérioration progressive de leur situation. D'autres sont contraintes de fuir à l'approche d'un conflit et/ou d'un phénomène météorologique extrême qui menace leur sécurité. Souvent, elles échouent dans des zones urbaines pauvres, où de nouveaux dangers les guettent et risquent de les obliger à reprendre la route³.

ADAPTER L'ACTION HUMANITAIRE AUX BESOINS DES PERSONNES

Le changement climatique ayant une incidence sur la nature et la gravité des crises humanitaires, notamment dans les pays en proie à un conflit armé, l'action humanitaire doit évoluer. Le CICR n'a pas seulement à cœur de sauver des vies dans les situations d'urgence ; il tient aussi à faire en sorte que son action ait un impact plus durable en aidant les communautés touchées par des conflits à faire face aux crises, y compris celles qui sont liées au changement climatique et à la dégradation de l'environnement⁴. Si l'on veut réduire les risques qui menacent les populations à court et à long terme, il faut agir dès à présent et mettre en place des mesures pour renforcer la résilience des personnes, des communautés et des services essentiels.

Le CICR mène déjà une large palette d'activités dans ce but, mais il doit encore intensifier son action, l'affiner et l'adapter systématiquement en fonction du contexte considéré et des risques climatiques susceptibles de s'y manifester à court et à long terme. Il doit également acquérir une meilleure compréhension de la manière dont la transformation de l'environnement, la raréfaction des ressources et la lutte pour leur contrôle dans les situations de conflit alimente les tensions et les violences intercommunautaires, et aussi mieux prendre la mesure des effets du changement climatique au niveau régional. Pour ce faire, des actions et analyses coordonnées devront être menées dans un grand nombre de secteurs et de pays différents.

Sur la base de ces connaissances approfondies, le CICR devra formuler des orientations concrètes destinées à améliorer la vie des personnes, qu'il pourra ensuite mettre en œuvre dans le cadre de ses activités de protection et de ses programmes spécialisés (« sécurité économique », « eau et habitat » et « santé »). Il convient également de réfléchir aux mesures qui pourraient être mises en place progressivement pour réduire la vulnérabilité des personnes dans les pays où le développement est au point mort depuis des années en raison de l'instabilité et de la fragilité qui y prévalent, et où les efforts de modernisation à entreprendre pour faciliter l'adaptation au changement climatique vont bien au-delà du mandat et de la capacité d'assistance du CICR.

L'APPEL DU CICR

La lutte contre le changement climatique nécessite une vaste mobilisation mondiale. Cet immense effort collectif est impératif si nous voulons protéger les communautés et leur environnement du pire. Mais même en unissant nos forces, nous ne parviendrons qu'à limiter les effets de la crise climatique, pas à y mettre un terme. Il est donc indispensable de prendre en parallèle des mesures pour aider les personnes et les communautés à s'adapter aux changements climatiques et environnementaux. Les personnes touchées par un conflit armé comptent parmi les plus vulnérables au changement climatique, mais elles sont paradoxalement les grandes oubliées de l'action pour le climat. Il nous incombe à tous – le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (Mouvement), l'ensemble du secteur humanitaire et d'autres acteurs – de joindre nos efforts pour inverser la tendance.

En tant qu'humanitaires, nous devons montrer la voie et mobiliser les ressources et savoir-faire nécessaires pour :

RENFORCER LES COMPÉTENCES de manière à répondre de manière appropriée aux vulnérabilités et aux besoins qui se font jour dans les contextes où conflit et risques climatiques se conjuguent.

FAVORISER LA COOPÉRATION au sein du Mouvement ainsi qu'avec l'ensemble du secteur humanitaire et d'autres acteurs en vue de renforcer l'action pour le climat dans les situations de conflit armé et de faire en sorte que les personnes déjà durement éprouvées par les conséquences de la guerre ne soient pas oubliées.

³ Cardona *et al.*, 2012 ; CICR, 2019a ; Hastrup et Fog Olwig, 2012 ; Rigaud *et al.*, 2018.

⁴ CICR, 2018.

ANTICIPER LES RISQUES ET RENFORCER LA RÉSILIENCE afin de protéger les communautés, en promouvant le respect de l'environnement en période de conflit armé et en élaborant des programmes visant à favoriser et renforcer l'accès des personnes à des moyens de subsistance, des logements et des services essentiels plus résilients, et à mieux les informer des risques climatiques et des mécanismes d'adaptation existants.

PROMOUVOIR UNE ACTION POUR LE CLIMAT PLUS AMBITIEUSE ET MIEUX FINANCÉE qui n'oublie pas les pays ou régions en crise et s'attache autant à faciliter l'adaptation au changement climatique que l'atténuation de ses effets grâce à une politique de financement plus équitable.

MONTRER L'EXEMPLE en limitant notre empreinte environnementale et climatique et en renforçant notre résilience de manière à assurer la continuité de nos opérations dans les contextes sujets aux phénomènes météorologiques extrêmes.

QUELQUES FAITS ET CHIFFRES



200 MILLIONS

de personnes pourraient avoir besoin d'une assistance humanitaire internationale chaque année d'ici 2050, soit deux fois plus qu'en 2018, en partie à cause du changement climatique (Fédération internationale, 2019).



20 MILLIARDS DE DOLLARS

Tel est le montant prévisionnel de l'aide financière internationale à mobiliser chaque année pour répondre aux besoins humanitaires attendus d'ici 2030 (Fédération internationale, 2019).



60 % DES 20

pays les plus vulnérables au changement climatique selon l'indice ND-Gain sont en proie à un conflit armé.

14 DES 34

pays en situation de crise alimentaire ont souffert en 2017 des effets combinés d'un conflit et de chocs climatiques (FAO, 2018a).

* Les pays considérés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) comme étant « en proie à un conflit » ne sont pas obligatoirement le théâtre d'une situation de conflit armé telle que définie par le droit international humanitaire.



Dans les régions du monde où conflit* et chocs climatiques se conjuguent et engendrent des crises alimentaires, les taux de prévalence de la **malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans** sont élevés, voire très élevés : c'est notamment le cas dans la région du Darfour au Soudan (28%), au Soudan du Sud (23%) et dans la région du lac Tchad (18%) (FAO, 2018a).



37 % DU PIB

Le problème de la famine se pose avec nettement plus d'acuité dans les pays dont le système agricole est largement tributaire du climat et dont la majorité de la population vit de l'agriculture. En 2018, **37% du PIB** des pays touchés par un conflit* était généré par le secteur agricole (moyenne), soit entre deux et quatre fois plus que dans les pays en développement non affectés par l'instabilité ou la guerre (FAO, 2018a ; IFPRI, 2020).



1/3

des terres arables dans le monde ont été abandonnées au cours des 40 dernières années à cause de l'érosion. Chaque année, 20 millions d'hectares de terres agricoles deviennent incultivables en raison de l'appauvrissement des sols ou sont réquisitionnés dans le cadre de l'expansion urbaine (UN Water, 2020).



PLUS DE 50 %

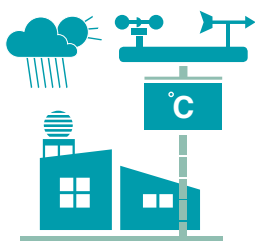
de la population mondiale sera concentrée, d'ici 2050, dans des régions en situation de stress hydrique (UN Water, 2020).



PAS MOINS DE 94 %

des personnes déplacées dans les gouvernorats du sud de l'Irak citaient en 2010 la pénurie d'eau comme étant la principale raison de leur déplacement – devant la guerre, la discrimination et le chômage (Sadoff *et al.*, 2017).

Les pays fragilisés sont souvent sous-équipés en stations météorologiques ; celles-ci sont pourtant indispensables pour collecter des données sur le climat et élaborer des scénarios plausibles sur l'évolution du changement climatique.



L'ALLEMAGNE compte

166

stations météorologiques, soit 3,5 pour 10 000 km².

LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, dont la superficie fait le double de celle de l'Allemagne, compte seulement

14

stations météorologiques, soit 0,2 pour 10 000 km² (IISD, 2015).

INTRODUCTION

Les conséquences du réchauffement climatique et de la multiplication de phénomènes météorologiques extrêmes de plus en plus violents et imprévisibles sont dramatiques. Hausse des températures, vagues de chaleur, pluies soudaines et orages violents qui submergent les terres, les récoltes et les infrastructures, sécheresses prolongées, désertification, hausse du niveau des mers et acidification des océans, salinisation des sols et dérèglement des saisons sont autant de phénomènes qui mettent en péril d'innombrables vies humaines. Ils entravent l'accès à la nourriture, à l'eau et aux services essentiels, affectent la santé physique et mentale, et menacent de réduire à néant une série d'avancées fondamentales obtenues de haute lutte en matière de développement. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a tiré la sonnette d'alarme à ce sujet, avertissant que ce sont cinquante ans de progrès dans le domaine de la santé publique qui risquent de partir en fumée. Avec plusieurs autres organisations des Nations Unies, elle a aussi alerté la communauté internationale sur le fait que l'insécurité alimentaire gagne du terrain alors que les taux de famine n'avaient cessé de baisser au cours des dernières décennies⁵. La Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (Fédération internationale) a de son côté indiqué que le nombre de personnes ayant besoin d'une assistance humanitaire pourrait doubler d'ici 2050, en partie en raison du changement climatique⁶.

Le changement climatique ne nous affecte pas tous de la même façon. Il affaiblit davantage les personnes déjà en difficulté qui n'ont pas les ressources financières et matérielles nécessaires pour faire face aux conséquences des phénomènes météorologiques extrêmes, et dont les moyens de subsistance sont tributaires du climat. Les populations pauvres et marginalisées des pays en développement sont les plus durement touchées⁷. Les chocs climatiques peuvent contraindre les gens à un changement radical de mode de vie et d'activité de subsistance, ou les forcer à quitter leur foyer pour aller vivre en ville, dans des quartiers pauvres et surpeuplés davantage exposés aux risques de catastrophe⁸. Certains effets du changement climatique ont une portée considérable et peuvent bouleverser le quotidien des habitants d'un pays ou même d'un continent en modifiant la mobilité humaine, les schémas de transhumance ou encore l'accès aux ressources.

Pour les personnes déjà durement éprouvées par un conflit armé et ses multiples effets – violence, affaiblissement des institutions, perturbation des services essentiels, récession économique et marginalisation de certaines communautés –, le changement climatique rend la vie encore plus difficile. Très souvent, le conflit perturbe leurs mécanismes d'adaptation traditionnels, tandis que les méthodes et moyens de guerre utilisés endommagent durablement l'environnement dont elles dépendent pour survivre, réduisant encore leur capacité d'adaptation.

Nous nous sommes intéressés à la manière dont les personnes qui vivent dans des pays en proie à un conflit – plus précisément en République centrafricaine, dans le sud de l'Irak et dans le nord du Mali – s'adaptent au quotidien aux risques climatiques et à la dégradation de leur environnement. La République centrafricaine, l'Irak et le Mali sont tous les trois le théâtre d'un conflit prolongé et demeurent en situation de fragilité. Ils sont particulièrement vulnérables au changement climatique, en partie à cause de leur situation géographique, mais aussi et surtout des conséquences des conflits armés, qui continuent de peser lourdement sur les communautés, les systèmes, les institutions et les autorités⁹. Le CICR mène des opérations de grande envergure dans ces trois pays.

5 OMS, 2018; FAO *et al.*, 2019.

6 Fédération internationale, 2019.

7 Cardona *et al.*, 2012; GIEC, 2018a; Mearns et Norton, 2010; Croix-Rouge de Norvège, 2019; Conseil des droits de l'homme, 2019.

8 Revi *et al.*, 2014; Watts *et al.*, 2019.

9 Selon l'[indice ND-Gain](#), qui évalue la vulnérabilité d'un pays au changement climatique et à d'autres défis de portée mondiale en fonction de sa capacité à renforcer sa résilience.

Le présent rapport rend principalement compte des résultats de trois études de cas réalisées dans les pays précités en 2019 et 2020, dans le cadre desquelles nous avons rencontré des membres des communautés, des représentants des autorités, des membres d'organisations de la société civile, d'organisations humanitaires et d'organismes de développement, et des donateurs. Une revue de la littérature scientifique a également été effectuée. Le rapport a pour but d'aider à comprendre la manière dont les effets conjugués du changement climatique et des conflits armés accentuent la vulnérabilité des personnes et, ce faisant, altèrent leur résilience. Il vise également à stimuler la réflexion sur les implications qui en résultent pour le CICR et son action dans les situations de conflit armé, sans perdre de vue que nombre des observations formulées dans le rapport valent aussi pour d'autres organisations humanitaires¹⁰.

Nous sommes loin d'avoir toutes les réponses. Nous devons continuer d'analyser les conséquences humanitaires des effets combinés des conflits et du changement climatique – en particulier en milieu urbain – ainsi que leur incidence sur la mobilité humaine, et aussi mieux comprendre comment ce double phénomène affecte différemment les personnes selon leurs caractéristiques individuelles telles que leur sexe, leur âge, leur statut social ou leur profession. Nous sommes néanmoins convaincus qu'il est urgent de mener une action collective et concertée avec l'ensemble du secteur humanitaire mais aussi d'autres partenaires clés pour limiter le changement climatique et renforcer la résilience des populations face à ses multiples effets, de sorte que les personnes déjà durement éprouvées par les conséquences des conflits armés ou d'autres situations de violence ne figurent plus au premier rang des victimes de la crise climatique.

Changement climatique, variabilité du climat et dégradation de l'environnement

Le changement climatique désigne tout changement de l'état du climat qui persiste pendant une longue période, généralement pendant des décennies ou plus. La variabilité du climat désigne les variations des conditions climatiques observées sur une période plus courte – un mois, une saison ou une année. Ces variations (de la fréquence ou de l'intensité des pluies, des cyclones tropicaux, des températures, etc.) peuvent être exceptionnelles et faire partie de la variabilité naturelle du climat. Ce n'est que lorsqu'elles persistent qu'elles peuvent être le signe d'un changement climatique¹¹.

La dégradation de l'environnement est un processus au cours duquel l'environnement naturel subit un dommage. Il peut s'agir d'un processus entièrement naturel, ou qui peut être accéléré ou causé par des activités humaines¹². Divers facteurs climatiques et non climatiques participent à la dégradation de l'environnement, et il n'est pas toujours facile de déterminer avec précision la part de responsabilité du changement climatique et de la variabilité du climat dans le processus. Dans les situations où le facteur principal à l'origine de la dégradation n'est pas lié au climat, des facteurs climatiques peuvent néanmoins l'accroître. Prenons un exemple : au Sahel, l'essor de l'agropastoralisme – facteur non climatique – entraîne une dégradation de l'environnement. Mais cet essor est aussi une conséquence des effets à long terme de la hausse des températures et des sécheresses à répétition, qui ont obligé les communautés locales à modifier leur mode de vie. Il arrive aussi que des dommages environnementaux de grande ampleur aient pour effet d'accélérer le changement climatique, les deux phénomènes s'alimentant l'un l'autre. Par exemple, l'érosion des sols observée dans bien des régions du monde peut contribuer au changement climatique, la disparition de la couche arable ayant pour double conséquence de libérer du dioxyde de carbone dans l'atmosphère et de réduire la capacité des sols à séquestrer le carbone¹³.

¹⁰ Pour en savoir plus sur la méthodologie, voir l'[annexe](#).

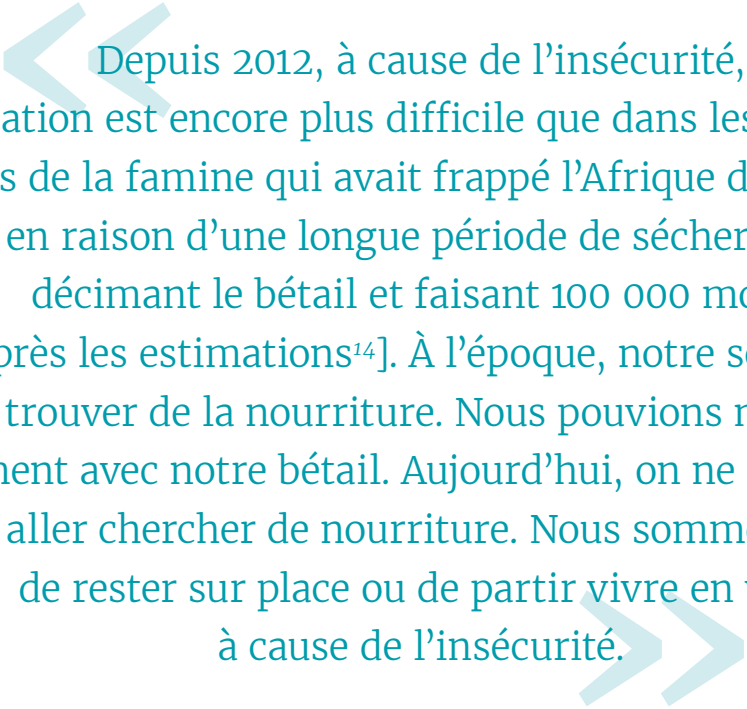
¹¹ OMM, 2019.

¹² GEMET.

¹³ IUCN, 2015.



I. LES EFFETS CONJUGUÉS DES CONFLITS ARMÉS, DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DE LA DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT



Depuis 2012, à cause de l'insécurité, la situation est encore plus difficile que dans les années 70 [lors de la famine qui avait frappé l'Afrique de l'Ouest en raison d'une longue période de sécheresse, décimant le bétail et faisant 100 000 morts d'après les estimations¹⁴]. À l'époque, notre seul souci était de trouver de la nourriture. Nous pouvions nous déplacer librement avec notre bétail. Aujourd'hui, on ne peut même plus aller chercher de nourriture. Nous sommes obligés de rester sur place ou de partir vivre en ville à cause de l'insécurité.

Issa¹⁵, un chef communautaire de 61 ans du nord du Mali, explique qu'avant, en période de sécheresse, les éleveurs avaient coutume de parcourir de plus longues distances avec leurs animaux pour trouver des pâturages et de l'eau. Il arrivait que certains membres de la communauté partent chercher du travail dans les pays voisins – une pratique établie de longue date. Quand la situation devenait critique, l'État fournissait parfois de l'eau et de la nourriture. Mais le conflit armé qui affecte si profondément la vie des Maliens depuis 2012, en particulier dans le nord du pays, et qui a déjà fait de nombreux morts, causé des déplacements massifs et fragilisé l'économie, a sévèrement entamé la capacité des communautés à s'adapter au changement climatique.

Au début de l'année 2019, alors qu'il y avait moins de pâturages aux alentours d'Ansongo, au sud de Gao – non pas en raison de la sécheresse, cette fois-ci, mais à cause des pluies diluviennes tombées en 2018 qui avaient inondé les champs et détruit les récoltes et les habitations –, les éleveurs nomades ont préféré ne pas prendre la route avec leurs troupeaux de peur d'être attaqués en chemin par des groupes armés ou des bandits, et se sont regroupés en plusieurs campements – le plus souvent à proximité de points d'eau. Les ressources en eau disponibles étant limitées, leur présence a suscité des tensions avec les agriculteurs et les pêcheurs, eux aussi en grande difficulté. Comme leurs animaux s'affaiblissaient de jour en jour, les éleveurs n'ont eu d'autre choix que de les vendre à un prix très bas, l'insécurité les empêchant de se rendre sur les marchés à bestiaux, plus éloignés, où ils auraient pu espérer en tirer un meilleur prix. Ils n'ont pas non plus pu compter sur une aide publique, les agents de l'État étant partis depuis longtemps se mettre à l'abri de la violence. En résumé, ces éleveurs appauvris ont assisté, impuissants, à la disparition de leur unique richesse et ont dû se débrouiller seuls pour nourrir leur famille. Parmi ceux qui avaient tout perdu, certains sont partis vivre dans des camps de fortune en ville, mais peu d'entre eux ont réussi à trouver un emploi. D'autres ont dû renoncer, à cause de l'insécurité, à aller chercher du travail dans d'autres régions du Mali ou dans les pays voisins, car voyager était devenu trop risqué et ils ne voulaient pas abandonner leur famille. En fait, plusieurs personnes qui travaillaient ou étudiaient dans le sud du Mali sont reparties dans le Nord pour être aux côtés des leurs dans les moments difficiles¹⁶.

14 Ministère américain des Affaires étrangères, 1974, p. 3-5 [traduction du CICR].

15 Les noms des personnes citées dans le rapport ont été modifiés pour préserver leur anonymat.

16 Tous les exemples et observations se rapportant au Mali, à la République centrafricaine et à l'Irak sont issus des entretiens qui ont été menés dans chacun de ces trois pays avec des membres des communautés et d'associations locales, des représentants des autorités centrales et locales, des membres d'organisations humanitaires et de développement, et qui ont été étayés par une revue systématique de la littérature spécialisée.

Les conditions de vie dans le nord du Mali sont extrêmement rudes. La désertification gagne du terrain depuis des décennies, les pluies sont rares et de plus en plus imprévisibles, et les infrastructures quasiment inexistantes¹⁷. Le conflit prolongé et l'insécurité aggravent considérablement les difficultés et mettent la population à très rude épreuve. De tous les endroits que nous avons visités dans le cadre de notre travail de recherche, le nord du Mali est probablement celui qui témoigne le plus nettement de l'impact direct des conflits armés sur la capacité d'adaptation des personnes. Dans les autres régions du monde où nous nous sommes rendus, les répercussions étaient moins flagrantes. Néanmoins, nous avons chaque fois pu constater à quel point les conflits affaiblissent les sociétés et limitent leur capacité à s'engager dans des projets durables et concertés visant à aider les communautés à s'adapter aux conséquences de la crise climatique et environnementale.

LES CONSÉQUENCES DIRECTES ET INDIRECTES DES CONFLITS ARMÉS SUR LA RÉSILIENCE DE LA POPULATION

Les guerres n'ont pas pour seule conséquence tragique de tuer des civils. Elles meurtrissent durablement les individus et les sociétés et sapent les fondements de l'organisation sociale, politique et économique, effaçant des années de progrès et accentuant la pauvreté et les inégalités¹⁸. Dans les situations de conflit, de nombreuses menaces viennent s'ajouter à l'insécurité et affectent le quotidien des personnes et des communautés : perte de leur logement et de leurs moyens de subsistance ; difficulté d'approvisionnement en eau et en nourriture ; lorsqu'ils existent, destruction partielle ou saturation des systèmes et services essentiels dont la population a impérativement besoin pour faire face aux chocs ; récession économique ; perturbation des réseaux de soutien social ; érosion de la cohésion sociale ; abandon par l'État de pans entiers du territoire, soit parce que ses agents en sont partis, soit parce qu'il ne leur est plus possible d'y accéder. Les conflits peuvent en outre causer des dommages durables à l'environnement, affectant la santé physique et mentale des personnes, leurs moyens de subsistance et leur capacité d'adaptation – en particulier aux chocs climatiques – durant des décennies¹⁹.

Les conflits sont injustes. [...] Comme le changement climatique, ils rendent encore plus vulnérables les personnes qui le sont déjà.

Les recherches montrent que la majorité des décès qui surviennent en période de conflit ne sont pas directement liés à la violence, mais aux effets indirects du conflit tels que l'effondrement des systèmes existants, la propagation des maladies et le déficit de prise en charge des maladies curables²⁰. Dans une situation de conflit, les besoins en matière de santé tendent à augmenter alors que l'offre disponible de soins médicaux et d'activités de santé publique tend à l'inverse à diminuer. Les infrastructures et les systèmes qui permettent d'assurer l'approvisionnement en nourriture ainsi que la fourniture de services de santé, d'eau et d'assainissement sont souvent gravement perturbés. Les personnels de santé peuvent être pris pour cible, contraints au déplacement ou tués. Les fonds publics sont en baisse et utilisés en priorité à des fins militaires, ce qui fait que la capacité de l'État à gérer, protéger et entretenir les infrastructures et les systèmes en place diminue, tout comme celle des systèmes de santé à dépister et traiter les malades²¹.

¹⁷ Holthuijzen et Maximilian, 2011; Banque mondiale, 2019a.

¹⁸ Collier *et al.*, 2003; Gates *et al.*, 2012.

¹⁹ Austin et Bruch, 2000, p. 5-6; CICR, 2019b; Jha, 2015, p. 8-17; Kiernan, 2013.

²⁰ Des chercheurs ont établi qu'un conflit d'intensité moyenne ayant fait 2 500 morts lors des combats a pour effets indirects d'abaisser d'un an l'espérance de vie, d'accroître de 10% la mortalité infantile et d'augmenter de 1,8% la part de la population privée d'accès à l'eau potable (Gates *et al.*, 2012).

²¹ Degomme et Guha-Sapir, 2010; Ghobarah *et al.*, 2003 et 2004; CICR, 2019c.

Dans les situations de conflit prolongé, ces multiples dysfonctionnements perdurent pendant des années, voire des décennies, causant parfois des dégâts irréversibles. La malnutrition et le manque d'accès aux soins de santé, à l'eau potable ou à l'éducation entravent le développement humain, en particulier des enfants, et limitent la capacité des individus à contribuer à la prospérité de leurs communautés²².

Les conflits sont injustes. Leurs effets sont inégalement répartis. Comme le changement climatique, ils rendent encore plus vulnérables les personnes qui le sont déjà et engendrent de nouvelles fragilités. Les personnes marginalisées issues des classes socio-économiques les moins favorisées, en particulier les femmes, sont souvent plus vulnérables aux chocs, car elles disposent rarement des ressources financières et matérielles requises pour pouvoir s'adapter au changement²³. Or elles figurent généralement parmi les personnes les plus durement touchées par les chocs climatiques²⁴.

Changement climatique, environnement naturel et droit international humanitaire

L'environnement naturel est fréquemment une victime silencieuse des conflits armés. Trop souvent, il est la cible d'attaques directes, ou subit des dommages causés incidemment par l'emploi de certains moyens et méthodes de guerre. Il est également menacé par les destructions et dommages causés au milieu bâti. Les répercussions des conflits sur l'environnement sont multiples. Les attaques peuvent entraîner une contamination de l'eau, des sols et des terres, ou libérer des polluants dans l'air. Les restes explosifs de guerre peuvent aussi contaminer les sols et les sources d'eau et mettre en péril la faune et la flore sauvages. Les effets indirects des conflits – notamment la diminution des capacités institutionnelles en matière de gestion environnementale; les déplacements massifs de population; ou encore l'exploitation des ressources naturelles pour soutenir l'économie de guerre – ont eux aussi des répercussions néfastes sur l'environnement. Dans certaines circonstances, les dommages environnementaux imputables aux conflits armés peuvent également contribuer au changement climatique. Par exemple, la destruction de vastes étendues de forêts, ou les dommages causés à certaines infrastructures, comme les installations pétrolières ou les grands sites industriels, peuvent avoir des effets néfastes sur le climat, tels que le rejet de grandes quantités de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

Le droit international humanitaire (DIH) comporte des règles qui octroient une protection spécifique à l'environnement naturel, ainsi que des règles générales qui lui confèrent une protection du fait de son caractère civil. Dès 1977, en vertu du Protocole additionnel I aux Conventions de Genève, une protection a été accordée à l'environnement naturel contre les dommages étendus, durables et graves. Le DIH protège également certaines parties de l'environnement naturel en tant que biens indispensables à la survie de la population civile, comme les zones agricoles et l'eau potable. Les règles régissant la conduite des hostilités – notamment les principes de distinction, de précaution et de proportionnalité – imposent des limites additionnelles aux destructions et dommages pouvant être causés à l'environnement pendant un conflit armé en protégeant les infrastructures civiles et autres biens de caractère civil, y compris toute partie de l'environnement naturel.

²² Akresh *et al.*, 2012; Collier *et al.*, 2003; Corral *et al.*, 2020.

²³ Buvinic *et al.*, 2012; Corral *et al.*, 2020; GDIM, 2018.

²⁴ Chandra *et al.*, 2017; Mason *et al.*, 2011.

Le respect des règles du DIH peut contribuer à limiter la dégradation de l'environnement et, par conséquent, à réduire les souffrances et les risques auxquels les communautés touchées par un conflit armé sont exposées en raison du changement climatique. Par exemple, le changement climatique peut entraîner une réduction des ressources en eau et des terres arables disponibles ; or, dans de nombreux pays en situation de conflit, la population civile dépend de l'agriculture et a donc impérativement besoin d'eau et de terres cultivables pour survivre. En interdisant les attaques contre les biens indispensables à la survie de la population civile, qui incluent les zones agricoles et l'eau potable, le DIH protège ces ressources vitales contre les risques de dommages supplémentaires liés à la violence inhérente aux conflits. Le changement climatique peut également accélérer la perte de biodiversité, et ainsi menacer la santé et le modèle économique des communautés locales. Le DIH peut fournir un cadre juridique permettant de conférer aux zones riches en biodiversité le statut de zones démilitarisées en période de conflit armé, concourant ainsi à réduire les risques de dégradation de ces espaces fragiles.

Le respect des règles du DIH peut aussi limiter certaines conséquences environnementales des conflits armés susceptibles de contribuer directement au changement climatique. Par exemple, le DIH impose des restrictions à la destruction et la dégradation d'infrastructures comme les installations pétrolières, ainsi qu'à celles de parties de l'environnement naturel comme les forêts, limitant de fait les effets néfastes que ces destructions ou dégradations pourraient avoir sur le climat.

Aujourd'hui plus que jamais, nous devons faire en sorte de mieux protéger l'environnement pendant les conflits armés. À travers ses *Directives sur la protection de l'environnement naturel en période de conflit armé*, dont la publication est prévue pour 2020, le CICR vise à faire mieux respecter et appliquer les règles du DIH relatives à la protection de l'environnement naturel. L'institution se tient à la disposition des États et des parties aux conflits pour les aider à intégrer les règles pertinentes du DIH dans leur droit interne, leurs doctrines et leurs pratiques.

LES EFFETS CONJUGUÉS DES CONFLITS ARMÉS ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les conflits armés limitent la capacité d'adaptation des communautés et les rendent de ce fait plus vulnérables aux chocs climatiques. Dans les situations où conflit armé et risques climatiques se conjuguent, les besoins augmentent et les vulnérabilités s'accroissent – car l'insécurité alimentaire et économique s'aggrave, les inégalités en matière de santé se creusent et les obstacles pour accéder aux services se multiplient –, en particulier lorsque les pouvoirs publics et les institutions n'ont plus les moyens ou la volonté de fournir une assistance d'urgence aux plus démunis et de mettre en œuvre des plans de long terme pour renforcer la résilience.

Les répercussions du tandem conflit et risques climatiques sur la santé et l'accès aux soins mettent en évidence le fossé creusé par ce double fléau entre d'un côté des besoins de santé qui augmentent et évoluent, et de l'autre un secteur médical affaibli qui manque de moyens pour s'adapter à un environnement en mutation. Comme nous l'avons vu plus haut, les conflits peuvent entraver les personnels de santé dans leur travail et perturber le fonctionnement des structures médicales ainsi que les chaînes d'approvisionnement en médicaments et équipements au moment même où les besoins en matière de santé explosent. Les effets du changement climatique aggravent encore la situation en menaçant de porter l'insécurité alimentaire à son paroxysme, en détruisant, à l'occasion de phénomènes météorologiques extrêmes, des centres de santé

et des chaînes d'approvisionnement, et en créant des conditions propices à l'apparition et la propagation rapide de maladies infectieuses²⁵. La conjonction de ces facteurs expose les personnes et les communautés à des risques accrus.

L'adaptation au changement climatique appelle parfois des mesures relativement simples. Dans certaines situations, le fait de changer de variétés de semences pourra suffire. Mais dans d'autres, de profondes transformations sociales, culturelles et/ou économiques sont nécessaires. Par exemple, il pourra s'agir de repenser intégralement le système agricole en place, ou de lutter contre la propagation de maladies dans des zones géographiques jusqu'ici préservées. Pourtant, en période de guerre, les initiatives ambitieuses et concertées font généralement cruellement défaut. Dans une situation de conflit armé, les autorités et les institutions sont fragilisées et ont d'autres priorités en tête que la réduction des risques climatiques à court et à long terme ou la mise en œuvre d'une politique de développement inclusif, toutes deux indispensables à l'adaptation au changement climatique. Leur première préoccupation est le plus souvent de rétablir la sécurité nationale – elles subissent d'ailleurs de fortes pressions internationales et locales dans ce sens – puis de relancer l'économie et reconstruire les infrastructures et les services essentiels (qui peuvent contribuer à renforcer la résilience de la population face aux phénomènes météorologiques extrêmes). Peu d'efforts sont consacrés à la protection des écosystèmes fragiles, à la mise en place d'une exploitation durable des ressources aux niveaux national et régional, et à l'élaboration et la mise en œuvre de plans de long terme. Les efforts de mobilisation internationale ou de diplomatie régionale sont également limités, tout comme la capacité à apaiser les tensions intercommunautaires ou à soutenir à cette fin des structures communautaires locales. Même quand la volonté d'agir existe, elle est souvent contrariée par le manque de ressources, l'absence de coopération intergouvernementale, la fragilité des systèmes de gouvernance en place, des écarts de développement trop importants entre les pays, ou encore des capacités et connaissances techniques insuffisantes pour une direction efficace des opérations²⁶. Ces multiples écueils, qui limitent considérablement la capacité d'adaptation des populations, sont encore plus lourds de conséquences lorsque l'insécurité contraint les humanitaires à réduire leurs activités d'assistance et dissuade les acteurs du développement d'investir dans des programmes d'envergure.

En période de guerre, les initiatives ambitieuses et concertées font généralement cruellement défaut.

Par ailleurs, les conflits prolongés ne laissent souvent pas d'autre choix aux individus et aux autorités que de se focaliser sur leur survie à court terme, les empêchant de se préparer aux aléas d'un avenir pour le moins incertain. Dans les contextes où la population peine à se nourrir et n'a a priori pas d'autre option pour survivre que d'exploiter les ressources naturelles, la promotion du respect de l'environnement et d'une exploitation durable des ressources n'est pas perçue comme une priorité. Il peut en outre être difficile pour les communautés d'envisager d'autres moyens de subvenir à leurs besoins et de modifier leur mode de vie. Cela est en partie dû à des facteurs socioculturels – beaucoup de gens rattachent leur dignité et leur identité à la manière dont ils mènent et gagnent leur vie –, mais aussi au fait que les perspectives d'emploi sont limitées en période de récession économique. Ceux qui seraient prêts à aller s'installer dans des régions plus propices à certaines activités, telle l'agriculture, ne peuvent mettre leur projet à exécution faute d'en avoir les moyens financiers ou de pouvoir compter sur un soutien institutionnel. Dans certains cas, l'État lui-même décourage de tels déplacements pour des raisons stratégiques : les autorités irakiennes insistent par exemple sur la nécessité d'empêcher, au nom d'impératifs géopolitiques, que le sud du pays ne se vide de sa population, bien que les conditions de vie y soient très difficiles.

25 Par exemple, la malaria et la dengue sont en train de gagner des zones qui en avaient jusqu'ici été préservées, et la disparition de certains habitats naturels pourrait contraindre plusieurs espèces animales à migrer, augmentant ainsi le risque de transmission d'agents pathogènes (Vidal, 2020 ; Watts *et al.*, 2019 ; Woolhouse et Gaunt, 2008).

26 Au sujet du lien entre fragilité et risques climatiques, voir la récente déclaration de l'International Crisis Group devant le Conseil de sécurité, disponible sur : <https://www.crisisgroup.org/global/climate-change-shaping-future-conflict>.

Si l'adaptation au changement climatique ne figure pas au rang des priorités, c'est aussi parce que les populations sont insuffisamment au fait du phénomène et de ses conséquences à court et à long terme. Nombre d'entre elles, qui vivent en zone rurale, ont certes remarqué des perturbations au niveau du cycle des saisons et de la périodicité des pluies, ainsi que leur incidence sur les récoltes et les réserves d'eau, mais la plupart ne savent rien des causes de ces changements et ignorent qu'ils sont appelés à durer. Les gens continuent d'espérer un retour à la normale. Peu d'entre eux sont conscients que leurs enfants seront peut-être forcés de changer de mode de vie – plusieurs mères irakiennes ont néanmoins insisté sur le fait qu'elles encourageaient vivement leurs enfants à étudier pour qu'ils puissent gagner leur vie autrement qu'en cultivant la terre et avoir ainsi une situation plus stable. Dans les régions sujettes aux catastrophes naturelles, telles que les zones inondables en République centrafricaine, les populations sont rarement informées des risques auxquels elles sont exposées et aucune solution durable n'est mise en place pour les aider à réduire leur vulnérabilité.

Le changement climatique peut-il engendrer des conflits ?

Ces dernières années, les inquiétudes vont grandissant face aux risques que le changement climatique engendre pour la sécurité, et les mises en garde se multiplient quant à la possibilité qu'il provoque des guerres en série. La communauté scientifique s'accorde généralement à dire que le changement climatique n'engendre pas directement de conflits armés, mais qu'il peut indirectement en faciliter l'émergence en exacerbant une série de facteurs qui, par un jeu d'interactions complexes, pourraient déboucher sur des conflits²⁷. Parmi ces facteurs, citons à titre d'exemples l'exclusion sociale, le poids des violences et rancoeurs passées, la fragilisation de l'économie, la dégradation de l'environnement, ou encore les tensions liées à la gestion des ressources²⁸. Dans les pays en paix dotés d'institutions solides à même de fournir une protection sociale, d'apaiser les tensions, d'assurer un partage équitable et une gestion durable des ressources, et de mettre en œuvre une politique de développement inclusif, le changement climatique ne donne pas lieu à des conflits armés²⁹. Il est essentiel de disposer d'institutions robustes pour accompagner l'adaptation au changement climatique³⁰.

La plupart des pays touchés par un conflit armé ou une autre situation de violence ou qui sont en proie à l'instabilité sont dépourvus de systèmes de gouvernance solides et d'institutions inclusives. Dans ces pays, le changement climatique, sans être directement à l'origine de la violence, peut néanmoins contribuer à l'exacerber et à prolonger l'instabilité en fragilisant davantage les institutions, les systèmes existants et les mécanismes d'adaptation des personnes. Il risque en outre d'entraîner une intensification des affrontements intercommunautaires³¹. Des études sur le lien potentiel entre variabilité du climat et violence montrent qu'une variation importante – à la hausse ou à la baisse – des précipitations dans des régions où l'économie repose sur l'exploitation des ressources naturelles augmente le risque de violences localisées, en particulier dans les zones où les ressources disponibles ne permettent déjà plus de répondre aux besoins des communautés locales et où l'État n'est pas en mesure de régler les différends³². La modification des voies de transhumance et des pratiques agricoles induite par le changement climatique peut aussi générer des tensions, des communautés qui ne sont pas liées par une longue tradition de coopération et qui ne reconnaissent pas unanimement les mécanismes existants de résolution des différends se retrouvant contraintes de se partager les terres et d'autres ressources³³.

27 Brown et Crawford, 2009 ; Peters *et al.*, 2020 ; Selby *et al.*, 2017 ; Theisen, 2017 ; Buhaug, 2015.

28 Adger *et al.*, 2014 ; Peters *et al.*, 2019.

29 Benjaminsen *et al.*, 2012 ; Bernauer *et al.*, 2012.

30 Barnett et Adger, 2007 ; Barnett, 2018.

31 Ghimire *et al.*, 2015 ; Raleigh et Kniveton, 2012 ; Uexkull *et al.*, 2016.

32 Adger *et al.*, 2014.

33 De Juan, 2015 ; Linke *et al.*, 2015.

FAIRE FACE AUX EFFETS CUMULÉS DES CONFLITS ARMÉS ET DE LA CRISE CLIMATIQUE

Faute de soutien de la part des institutions, les personnes et communautés appauvries, dont l'accès à l'eau et à la nourriture et la sécurité économique sont menacés, tentent généralement de s'adapter en diversifiant leurs moyens de subsistance et/ou en modifiant leur mode de vie. Les agriculteurs s'orientent vers d'autres variétés de semences ou changent de système d'irrigation. Les éleveurs se mettent à cultiver un lopin de terre ou à pêcher. Certains membres de ces communautés partent chercher un travail saisonnier dans d'autres régions du pays ou dans les pays voisins – une pratique établie de longue date. D'après les témoignages recueillis dans le nord du Mali, dans le sud de l'Irak et en République centrafricaine, l'absence de perspectives d'emploi et de protection adéquate de la part de l'État a poussé de jeunes hommes à s'enrôler dans des groupes armés, ce qui pose la question de leur réintégration socio-économique une fois que les combats auront pris fin.

Le déplacement n'est généralement pas la première stratégie d'adaptation choisie par les ménages, mais en l'absence d'autres solutions viables, beaucoup de gens finissent par partir – sauf les plus pauvres et les plus vulnérables, qui souvent ne peuvent aller nulle part, ainsi que les personnes soumises à des restrictions de déplacement, parfois imposées par une partie au conflit³⁴. Dans certains cas, le déplacement est une mesure préventive, motivée par la volonté d'échapper à l'insécurité, à une catastrophe à évolution lente, aux effets du changement climatique ou de la dégradation de l'environnement. Dans le sud de l'Irak, par exemple, de nombreux agriculteurs pauvres ont décidé d'aller s'installer ailleurs car ils avaient de plus en plus de mal à assurer leur subsistance. Néanmoins, même après avoir vécu dans d'autres régions du pays pendant plusieurs années, nombre d'entre eux ont saisi la première occasion de rentrer chez eux, d'abord parce qu'ils sont profondément attachés à leur terre, mais aussi parce que, pour les gens comme eux qui ont peu de ressources, s'installer définitivement dans une autre région reste hors de portée sans un soutien de l'État.

En République centrafricaine, les personnes qui avaient fui la violence et s'étaient installées dans des camps de fortune à la périphérie des villes ont été durement touchées par les pluies diluviennes qui ont balayé la région.

D'autres personnes encore sont contraintes au déplacement car leur sécurité est directement menacée, soit par la violence soit par une catastrophe soudaine ou à évolution lente. Dans le nord du Mali, les déplacés internes qui avaient initialement quitté leur foyer pour échapper au conflit ont vu leur vulnérabilité aggravée par la rudesse du climat. Certains d'entre eux ont fini par perdre tout ce qu'ils possédaient et ont dû partir à nouveau, cette fois en direction des villes voisines dans l'espoir d'y trouver un travail et une assistance. En République centrafricaine, les personnes qui avaient fui la violence et s'étaient installées dans des camps de fortune à la périphérie des villes ont été durement touchées par les pluies diluviennes qui ont balayé la région ; d'autres, qui avaient choisi de ne pas partir en dépit de la violence ou qui avaient fui mais étaient retournées chez elles entre-temps, ont vu leurs abris emportés par les inondations et ont été forcées de reprendre la route. Le déplacement peut sauver des vies, mais il tend aussi à accentuer la vulnérabilité des personnes et à réduire leurs chances d'avoir une situation stable : privées de leurs biens, de leur maison, de leurs moyens de subsistance et de leur réseau de soutien social traditionnel, elles doivent reconstruire leur vie dans un nouvel environnement sans aucune aide ou presque.

³⁴ Black et Collyer, 2014 ; Hastrup et Fog Olwig, 2012 ; Rigaud *et al.*, 2018.

La plupart des gens qui partent de chez eux restent à l'intérieur de leur pays³⁵. Ils se retrouvent souvent dans des bidonvilles où les conditions de vie sont précaires et les risques multiples, ce qui pourrait les pousser à repartir. Ces déplacements redessinent le paysage des villes et des territoires, contribuant à l'expansion des zones urbaines et au déclin des zones rurales, qui se vident petit à petit de leur population³⁶.

³⁵ Foresight, 2011; IDMC, 2017; Rigaud *et al.*, 2018.

³⁶ Cardona *et al.*, 2012; CICR, 2019a; Sanderson *et al.*, 2016.



À Zémio, dans le sud-est de la République centrafricaine, des éleveurs ayant perdu leur bétail attendent en vue d'une distribution de vivres.



II. LES EFFETS CONJUGUÉS DES CONFLITS ARMÉS ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, EN IRAK ET AU MALI

Quand nous leur avons demandé en quoi la crise climatique affectait leur existence, la plupart des personnes que nous avons rencontrées en République centrafricaine, en Irak et au Mali ont répondu qu'elles avaient très peu entendu parler du changement climatique et de ses répercussions actuelles et à venir. En revanche, elles nous ont décrit avec précision les changements qu'elles avaient constatés dans leur environnement, les aléas de la météo, ainsi que l'imprévisibilité des périodes de sécheresse et des inondations – autant de facteurs qui ont des conséquences dramatiques sur leur santé et leur sécurité physique et économique.

En République centrafricaine, les personnes interrogées ont surtout fait état de tensions entre agriculteurs et éleveurs liées à l'évolution des pratiques de transhumance et à la capacité limitée des autorités à régler les déplacements internes et transfrontaliers. En Irak, il a plutôt été question de la pénurie et de la mauvaise qualité de l'eau, ainsi que des effets durables du conflit qui ont affaibli les institutions, réduisant notamment leur capacité à maintenir en état les infrastructures essentielles et à faire avancer le dialogue régional sur la question de l'eau (diplomatie de l'eau)³⁷, pourtant crucial. Dans le nord du Mali, les éleveurs et les agriculteurs ont expliqué comment le conflit a perturbé les moyens qu'ils avaient développés pour faire face aux sécheresses à répétition et aux épisodes de fortes pluies, et comment ces difficultés accélèrent la transformation de leur mode de vie, obligeant certains d'entre eux à partir vers le sud ou en direction des villes.

*[Les personnes interrogées] nous ont décrit avec précision
les changements qu'elles avaient constatés
dans leur environnement, les aléas de la météo, et l'imprévisibilité
des périodes de sécheresse et des inondations.*

Les exemples tirés des études de cas illustrent la manière dont les effets cumulés des conflits armés et de la crise climatique contribuent à diminuer la capacité d'adaptation des populations. Ils n'offrent pas un panorama complet des conséquences du changement climatique en République centrafricaine, en Irak et au Mali. Ils font ressortir, par un effet de loupe, certains aspects spécifiques et essentiels de la vie des gens, et témoignent des imbrications complexes entre dynamiques locales et régionales, des effets durables des conflits sur la vie et l'environnement des individus, et du peu de stratégies d'adaptation disponibles quand un conflit éclate au cœur d'une région déjà marquée par une profonde détérioration des conditions de vie et de l'environnement. Dans chacun de ces trois pays, d'autres macro-tendances reliées entre elles – croissance démographique, urbanisation galopante et incontrôlée, épidémies – ont une incidence sur le quotidien des habitants.

³⁷ Le terme « diplomatie de l'eau » fait référence à la coopération et aux négociations bilatérales et multilatérales dont l'objet est la gestion des ressources en eau transfrontalières partagées par plusieurs pays.

Une vendeuse d'avocats se rend au marché d'un quartier musulman de Bangassou (sud-est de la République centrafricaine), qui a été durement touché par le conflit.



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

CONSÉQUENCES LOCALES DE L'INSÉCURITÉ RÉGIONALE, DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DE LA DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT



**VULNÉRABILITÉ
AU CHANGEMENT CLIMATIQUE**
(ND-GAIN) :
178^e place sur 181



**INDICE
DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN**
(PNUD, 2019) :
0,381 (188^e place sur 189)



INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE
(IPC, MAI 2020) :
Au cours de la période
qui a suivi les récoltes, quelque
35 % des 4,6 millions d'habitants
que compte le pays étaient
en situation d'insécurité
alimentaire aiguë – un pourcentage
qui devrait passer à 47 %
durant la période de soudure.



**PART DE LA MAIN-D'ŒUVRE
EMPLOYÉE DANS
L'AGRICULTURE**
(BANQUE MONDIALE, 2019B) :
72,5 %

Le changement climatique en république centrafricaine : tendances et impact

Le pays compte seulement 14 stations météorologiques, dont la plupart sont abandonnées ou non conformes aux exigences des normes internationales. Résultat : le climat de la République centrafricaine est l'un des plus sous-documentés au monde. Les prévisions tablent sur une hausse des températures et sur de fortes variations de l'intensité et de la durée des pluies, avec davantage d'épisodes pluvieux intenses et violents et une distribution spatio-temporelle des précipitations moins prévisible. Le changement climatique pourrait aussi entraîner une hausse de la fréquence des inondations – le phénomène météorologique extrême le plus courant dans le pays –, qui ont déjà causé des dommages matériels et humains considérables. D'autres effets sont également possibles : sécheresses, vagues de chaleur, accentuation de l'érosion, glissements de terrain, vents plus violents, dérèglement du cycle des saisons et réduction de la fertilité des sols. Les résultats des études scientifiques menées dans la région corroborent très largement les observations de terrain des communautés et des autorités³⁸.

Le conflit armé qui sévit en République centrafricaine depuis 2013 s'inscrit dans un cycle d'affrontements, de violence et d'instabilité chroniques qui fragilise le pays depuis des décennies. Il a profondément accentué l'insécurité ainsi que la vulnérabilité de la population, en particulier celle des zones rurales, qui a besoin, pour survivre, de pouvoir accéder en toute sécurité aux champs et aux terres de pâturage. Comme le pays compte encore de vastes zones verdoyantes et fertiles, il n'est pas immédiatement perçu comme particulièrement vulnérable au changement climatique au même titre que l'Irak ou le Mali³⁹. Pourtant, la faiblesse de ses institutions, l'extrême pauvreté de sa population et l'insuffisance de son réseau d'infrastructures et de services essentiels le rendent vulnérable aux variations et aux chocs climatiques. Les inondations survenues à la fin de l'année 2019, qui ont entraîné le déplacement de près de 100 000 personnes et détruit plus

³⁸ Diedhiou *et al.*, 2018 ; Gariano et Guzzetti, 2016 ; IISD, 2015 ; Niang *et al.*, 2014 ; Soulé Baoro *et al.*, 2017 ; Sultan *et al.*, 2013 ; USAID, 2018.

³⁹ La plupart des employés des organisations internationales que nous avons interrogés estiment que les effets du changement climatique en République centrafricaine ne constituent pas une priorité. Les recherches sur les conséquences du changement climatique y sont moins nombreuses que dans d'autres régions du monde telles que le Sahel. En revanche, les autorités centrales sont parfaitement conscientes de l'importance de renforcer la résilience du pays face aux variations du climat, ainsi que des moyens limités dont elles disposent pour y parvenir.

de 10 000 habitations, ont une nouvelle fois mis en lumière l'extrême fragilité du pays et l'absence flagrante de mesures efficaces de réduction des risques⁴⁰. En outre, la désertification du Sahel et de la région du lac Tchad, conjuguée aux effets du conflit armé et à l'insécurité, a un impact local non négligeable en République centrafricaine en contribuant à modifier les pratiques de transhumance. Cet exemple montre que les conséquences du changement climatique et de l'insécurité en un lieu donné peuvent avoir des répercussions sur d'autres communautés à plusieurs centaines de kilomètres de là.

En résumé, le pays connaît des changements lents, parfois imperceptibles, dus à la crise climatique et à la dégradation de l'environnement, en particulier au Sahel, qui se conjuguent avec les effets beaucoup plus visibles du conflit. Les premiers poussent les habitants à partir s'installer dans des régions plus fertiles pour survivre ; les seconds accentuent l'insécurité et mettent à mal la cohésion sociale et l'autorité déjà vacillante de l'État, limitant la capacité des pouvoirs publics à contrôler le territoire et à gérer les tensions intercommunautaires. La conjonction de ces dynamiques a pour effet de modifier les pratiques de transhumance, d'alimenter la violence et de compromettre la sécurité économique et alimentaire de la population.

[...] les conséquences du changement climatique et de l'insécurité en un lieu donné peuvent avoir des répercussions sur d'autres communautés à plusieurs centaines de kilomètres de là.

La modification des pratiques de transhumance

Les pratiques de transhumance en République centrafricaine n'ont jamais été figées, évoluant constamment en fonction des conditions de sécurité et de la situation socio-économique, politique, environnementale et climatique à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières du pays. Cela fait plusieurs dizaines d'années que des éleveurs du Tchad traversent la frontière à la saison sèche pour accéder aux terres de pâturage verdoyantes du voisin centrafricain. Ils ont ensuite été rejoints par des éleveurs du Soudan et du Cameroun, et, plus tard, par d'autres venus d'Afrique de l'Ouest, en particulier du Nigéria. Jusqu'à la récente crise politique, la plupart des éleveurs nomades se rassemblaient sur des terres non cultivées du Nord, plus aride⁴¹. Puis, au fil du temps, les éleveurs locaux et étrangers se sont rapprochés des terres plus fertiles du Centre et du Sud, traversant parfois le pays pour rejoindre la République démocratique du Congo. Des représentants de la Fédération nationale des éleveurs centrafricains (FNEC) et d'autres membres de la communauté attribuent cette évolution à l'assèchement progressif des cours d'eau et des rivières, en particulier dans le nord de la République centrafricaine, suite à la sécheresse de 1983, ainsi qu'à l'insécurité qui règne dans la région. Le ministère de l'Élevage et de la Santé animale ajoute que la croissance de la population conjuguée à celle des troupeaux a aussi contribué à augmenter les besoins en eau, en terres cultivables et en pâturages.

Les changements de parcours opérés par les éleveurs transhumants sont essentiellement motivés par une double nécessité : trouver des terres de pâturage pour leur bétail, et aussi protéger leurs animaux contre les groupes armés et les bandits qui sévissent sur le territoire, notamment dans la région du lac Tchad et au Sahel.

Quand les mécanismes de contrôle se délitent...

À cause de la crise, le gouvernement est encore moins en mesure de contrôler l'ensemble du territoire et de ses frontières. Résultat : davantage de personnes entrent librement dans le pays avec leurs troupeaux, les taxes sur le bétail ne sont plus systématiquement collectées, et les services d'inspection et de santé animale ne sont plus assurés. Parallèlement, les instances de contrôle traditionnelles qui pouvaient contraindre les

⁴⁰ Bien que le pays soit régulièrement le théâtre d'inondations, les mesures de prévention à court et à long terme sont insuffisantes et aucun système d'alerte précoce n'est en place pour prévenir la population en cas de risque imminent d'inondations. Source des chiffres : OCHA, 2019.

⁴¹ Carré et Radosta, 2018 ; Marchal, 2015.

éleveurs nomades à emprunter certains itinéraires balisés et ainsi contribuer à apaiser les tensions voient leur légitimité de plus en plus contestée, un nombre croissant d'éleveurs nomades et de groupes armés ne leur reconnaissant pas ou plus la moindre autorité.

Ces changements ont considérablement déstabilisé les secteurs de l'élevage et de l'agriculture en bouleversant la géographie du pastoralisme. De plus en plus d'éleveurs nomades affluent de pays éloignés, tandis que d'autres s'aventurent plus au sud avec leurs animaux. Beaucoup évitent les routes traditionnelles, en partie pour ne pas risquer de se retrouver nez à nez avec des groupes armés ou des bandits dans des zones reculées, mais aussi pour se tenir à distance des terres susceptibles d'avoir été foulées par des animaux malades. Les éleveurs ont subi de terribles pertes au début de la crise et, en l'absence de services vétérinaires opérationnels, le taux de mortalité animale est passé de 20 à 50%⁴². De nombreux éleveurs locaux ont été spoliés de leur bétail par d'autres éleveurs ou des groupes armés. Certains ont choisi la vengeance, ouvrant la voie à un cycle sans fin de violences et de représailles. Ceux qui ont réussi à conserver leurs animaux ont souvent été chassés des pâturages où ils avaient coutume d'amener leurs troupeaux par des groupes armés, principalement dans le Nord, et ont trouvé refuge dans l'est et le sud-est du pays. D'autres ont cherché la sécurité près des villages, perturbant parfois les activités agricoles. D'autres encore, protégés par des groupes armés, ont amené paître leurs bêtes dans des champs cultivés et des potagers qui leur étaient habituellement interdits d'accès. Les communautés locales les ont laissés faire, craignant qu'ils s'en prennent violemment à elles si elles protestaient.

Il est aussi arrivé que des agriculteurs récupèrent des terres de pâturage. Cela s'explique en partie par le fait que la technique traditionnelle de la culture sur brûlis nécessite de vastes étendues de terre – tout comme la piètre qualité des semences utilisées par les agriculteurs, qui les oblige à cultiver des parcelles plus grandes pour produire suffisamment de nourriture –, mais aussi par la croissance démographique⁴³.

... et que l'insécurité augmente

La transhumance était déjà source de tensions avant la crise de 2013, mais celles-ci se sont intensifiées ces dernières années. Les communautés et les autorités ont signalé une hausse très nette des affrontements pour l'accès aux champs et aux points d'eau, qui tient en partie à l'incapacité des autorités locales à faire respecter la réglementation sur l'utilisation des terres. La présence notable d'éleveurs armés à proximité de villages d'agriculteurs a aussi été citée comme une source importante de tensions dans les environs de Kaga-Bandoro et de Bouar, à l'intérieur du pays. Des habitants ont déclaré avoir été spoliés de leurs récoltes – quand celles-ci n'ont pas tout simplement été détruites – et agressés physiquement par des éleveurs et des membres de groupes armés alors qu'ils cultivaient leurs champs ou cherchaient de la nourriture dans la forêt. Des femmes ont rapporté avoir subi des violences sexuelles. Les communautés agricoles ont également expliqué qu'elles n'étaient pas en mesure de négocier avec les éleveurs car, souvent, ils ne comprennent pas la langue locale, ne reconnaissent pas les autorités traditionnelles, portent des armes et n'hésitent pas, dans certaines circonstances, à recourir à la violence pour imposer leur volonté.

Les tensions sont souvent décrites de manière schématique : agriculteurs contre éleveurs, éleveurs locaux contre éleveurs étrangers, populations du Nord contre populations du Sud, chrétiens contre musulmans. Les interactions entre ces différents groupes – et le rôle qu'elles jouent dans la violence – sont en réalité plus complexes et nuancées. On ne peut toutefois nier que la violence atteint des niveaux élevés et que les communautés vivent dans la peur et ont du mal à subvenir à leurs besoins essentiels.

La sécurité économique et alimentaire menacée en période d'instabilité

En République centrafricaine, toute perturbation des activités agropastorales menace la sécurité alimentaire des habitants, plus de 70 % d'entre eux dépendant de ces activités pour assurer leur subsistance⁴⁴. Les tensions et affrontements liés à la transhumance, ainsi que l'insécurité qui en découle, ont considérablement mis à mal la sécurité économique et alimentaire d'une population rurale qui peinait déjà à subvenir à ses besoins

⁴² FAO et PAM, 2014; FAO, 2018b.

⁴³ Dufumier et Lallau, 2016.

⁴⁴ PNUD, 2019.

essentiels : l'accès aux champs et aux sites de cueillette et de collecte de bois pour la cuisine est très limité, et les parcelles piétinées par le bétail. Certains éleveurs ont perdu leurs bêtes ou n'ont plus accès aux points d'eau ni aux terres de pâturage. Le commerce de bétail et de produits agricoles est à l'arrêt, et les marchés déstabilisés. « Les agriculteurs ne peuvent plus cultiver leurs terres et les éleveurs locaux qui avaient encore quelques têtes de bétail ont été contraints de partir avec leurs animaux. Beaucoup ont perdu tout ce qu'ils avaient et vivent à présent dans un camp de déplacés », résume le représentant local de la FNEC, un éleveur lui-même durement touché par la crise, qui lui a coûté son troupeau.

Avant que le conflit n'éclate en 2013, les agriculteurs des environs de Kaga-Bandoro cultivaient de vastes parcelles dont ils tiraient une production suffisante pour constituer des réserves et en vendre une partie. Les champs de taille réduite dont ils disposent aujourd'hui ne leur permettent plus de subvenir à leurs besoins. Des femmes ont déclaré hésiter à aller vendre leur production au marché les rares fois où elles obtiennent une récolte en raison de l'insécurité qui règne sur les routes. Les prix de la nourriture se sont envolés alors que les taux de rendement ont chuté et que les revenus se sont effondrés. La production a tellement baissé que les communautés sont obligées d'acheter de la nourriture venue de Bangui alors qu'auparavant elles s'y rendaient pour y vendre leur surplus de récolte. Réduites à la pauvreté, de nombreuses personnes adoptent des stratégies d'adaptation dommageables, comme la déforestation intensive, abattant de plus en plus d'arbres pour couvrir leurs besoins en combustible mais aussi pour compenser leur perte de revenus ou récupérer les feuilles en vue de nourrir leurs animaux.

Cette perturbation des activités agricoles est en grande partie due au conflit et à ses conséquences, mais la diminution des ressources et la modification des dynamiques pastorales sont accentuées par les effets de la crise climatique et environnementale ainsi que par les tendances démographiques appelées à se maintenir même une fois que la paix, la sécurité et la stabilité de l'État et des institutions auront été rétablies. Avec la désertification du Sahel et l'insécurité et l'instabilité qui règnent dans la région, la République centrafricaine va continuer d'attirer des éleveurs transhumants.



À Fao, la terre
est si desséchée
qu'elle se craquelle.

SUD DE L'IRAK

L'IMPACT NÉGATIF DES CONFLITS À RÉPÉTITION SUR LA SÉCURITÉ HYDRIQUE



**VULNÉRABILITÉ
AU CHANGEMENT CLIMATIQUE**
(ND-GAIN) :
133^e place sur 181



**INDICE
DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN**
(PNUD, 2019) :
0,689 (120^e place sur 189)



INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE
(FAO, 2020) :
2,4% de la population était en
situation d'insécurité alimentaire
aiguë en février 2020.



**PART DE LA MAIN-D'ŒUVRE
EMPLOYÉE DANS
L'AGRICULTURE**
(BANQUE MONDIALE, 2019B) :
18,5%

Le changement climatique en Irak : tendances et impact

En Irak, les précipitations tendent à baisser légèrement, tandis que les températures et les risques de vagues de chaleur et de sécheresse augmentent. Le pays est en situation de stress hydrique : d'après les prévisions, la moyenne annuelle des précipitations pourrait descendre très en dessous de la barre des 300 millimètres, compromettant le maintien à long terme du rendement de l'agriculture pluviale. Dans le sud du pays, la moyenne annuelle des précipitations est inférieure à ce niveau depuis déjà longtemps. Cette baisse des pluies se conjugue avec une diminution, depuis les années 70, du débit des eaux du bassin de l'Euphrate et du Tigre du fait de la hausse des températures, de la baisse des précipitations et de la construction de barrages dans les pays riverains – Iran, Syrie et Turquie – ainsi qu'en Irak. Par ailleurs, l'assèchement des marais, au début des années 90, a contribué à faciliter l'intrusion de la mer, entraînant une salinisation accrue des sols et rendant de vastes pans du territoire incultivables. Résultat : la couverture végétale a considérablement diminué et la fréquence et l'intensité des tempêtes de poussière ont augmenté. Ces conditions climatiques pourraient transformer toute la région du Croissant fertile en une zone stérile d'ici la fin du XXI^e siècle. L'Irak est déjà confronté à des sécheresses à répétition qui ont de graves répercussions socio-économiques et sanitaires⁴⁵.

Cet endroit est en train de devenir un désert.

*On voit davantage de serpents. Nos animaux meurent,
nos terres se dessèchent et nous sommes de plus en plus pauvres.
Cette année, il a plu. La saison a été bonne. [...] Si les pluies s'arrêtent,
nous disparaîtrons. Quand j'arpentais ces terres, enfant, elles étaient
verdoyantes et riches en eau. À l'époque, un dounam [2 500 m²]
produisait une tonne [de blé]... L'eau était disponible en abondance,
tout allait bien. Maintenant, il y a beaucoup de tensions.*

⁴⁵ Akhzari et al., 2014 ; Al-Ansari et al., 2014 ; Al-Sudani, 2019 ; Christensen et al., 2013 ; Kelley et al., 2015 ; Lossow (von), 2018 ; Maddocks et al., 2015.

Akli a grandi au sein de la petite communauté de Said Dakhil, un village reculé situé dans le gouvernorat de Dhi Qar, dans le sud de l'Irak. Là-bas, l'accès illimité à l'eau et aux terres fertiles fait partie intégrante de l'identité de la population locale. Mais les réserves d'eau tendent à diminuer et cette raréfaction est encore aggravée par une gestion inefficace des ressources et des infrastructures, les effets du changement climatique et les conséquences des conflits à répétition.

L'Irak se trouve dans une région en situation de stress hydrique élevé et possède peu de ressources en eau qui lui soient propres. Sa sécurité hydrique est tributaire d'une gestion responsable des ressources et des réseaux d'eau et d'assainissement, et, plus encore, d'une action diplomatique efficace auprès de ses voisins et du Kurdistan irakien – l'alimentation en eau du pays étant assurée, pour l'essentiel, par le Tigre et l'Euphrate, qui prennent leur source en Turquie, et dans une moindre mesure en Iran s'agissant du Tigre, ainsi que par les rivières du Kurdistan irakien qui s'écoulent vers le sud⁴⁶. Ces dernières décennies, alors que l'Irak n'était pas en position d'influencer les négociations autour du partage des eaux avec ses voisins, la construction de barrages et d'infrastructures en amont des deux fleuves a considérablement réduit la quantité et la qualité de l'eau qui alimente le pays. Les prévisions concernant ses importations en eau tablent sur de nouvelles réductions de taille d'ici 2025. La vétusté et le défaut d'entretien des réseaux d'eau et d'assainissement ainsi que des systèmes d'irrigation, l'absence de politiques et de pratiques de gestion de l'eau efficaces et la désertification aggravent encore le déficit en eau⁴⁷.

La hausse des températures et la baisse générale des précipitations – couplée à une multiplication des épisodes de fortes pluies – ont de graves répercussions sur les réserves d'eau, l'agriculture, la santé, les infrastructures et l'environnement⁴⁸. En dépit de la réduction du débit des eaux, peu de mesures ont été prises pour rationaliser l'utilisation et la consommation de l'eau, ce qui a conduit à une surexploitation des eaux souterraines⁴⁹, qui constituent une ressource limitée. Alors que le secteur agricole continue de consommer la plus grande part de l'eau du pays, la pression sur les ressources hydriques et les infrastructures urbaines ne cesse d'augmenter sous l'effet de la croissance démographique et de l'urbanisation⁵⁰. Non seulement l'accès à l'eau potable en Irak est très inégal et parfois insuffisant selon les régions, mais l'eau elle-même est souvent de mauvaise qualité : dans certaines régions, elle présente des taux de salinité élevés ou est contaminée par les eaux usées et les polluants agricoles⁵¹. Résultat : certains problèmes de santé liés à l'eau, comme la diarrhée ou les maladies cutanées, y sont devenus endémiques.

Quand les conflits aggravent la pénurie d'eau

En Irak, le déficit en eau – ainsi que d'autres problèmes environnementaux de grande ampleur tels que la contamination par les armes et les déchets dangereux, la pollution de l'air et la destruction d'écosystèmes – est aussi une conséquence des effets directs et indirects des multiples conflits qui ont frappé le pays, causant de graves dommages à l'environnement, détruisant des infrastructures essentielles et réduisant la résilience des communautés et des institutions⁵². À Fao, par exemple, au sud de Basra, les habitants estiment que le manque d'eau et la crise agricole actuelle sont dus à l'abattage, à des fins militaires, des emblématiques dattiers de la région pendant la guerre Iran-Irak. Ces destructions ont eu des conséquences immédiates sur leur vie et leur environnement, dont ils continuent de souffrir aujourd'hui, les conflits à répétition qui se sont succédé depuis ayant eu pour effet de les aggraver. Elles ont en outre décomposé le tissu social, sapé la cohésion nationale et nourri le ressentiment et la méfiance de la population envers l'État.

⁴⁶ Fawzi et Mahdi, 2014 ; Murthy, 2011.

⁴⁷ Human Rights Watch, 2019 ; Ministère néerlandais des Affaires étrangères, 2018.

⁴⁸ Ministère néerlandais des Affaires étrangères, 2018 ; Banque mondiale, 2017.

⁴⁹ La consommation d'eau quotidienne par habitant dépasse de loin la moyenne mondiale établie à 200 litres (United Nations Iraq, 2013).

⁵⁰ Le secteur de l'agriculture consomme à lui seul entre 85 et 90 % de l'eau du pays. La part de l'industrie et des ménages s'élève respectivement à environ 6 et 4 % (Al-Ansari, 2013).

⁵¹ Quand le débit des eaux du Tigre et de l'Euphrate n'est pas assez fort pour charrier suffisamment d'eau vers la mer, l'eau salée s'infiltré en amont, détériorant la qualité des eaux de surface et des eaux souterraines, augmentant la salinité des sols, et sapant les efforts de restauration des marais.

⁵² PNUE, 2007 ; Human Rights Watch, 2003 ; Zwijnenburg et Postma, 2017.

En fragilisant les institutions à tous les niveaux, les conflits successifs ont entamé la capacité du pays à mettre en place une gestion durable des ressources en eau et des réseaux de distribution, à protéger l'environnement et à lutter efficacement contre les risques climatiques aux niveaux local, national et régional. Les graves dommages causés à l'environnement, dont les effets sont encore visibles et continuent de se faire sentir, témoignent non seulement de l'ampleur des dégâts mais aussi de la double incapacité des institutions à préserver et restaurer l'environnement.

À Fao, par exemple, les habitants estiment que le manque d'eau et la crise agricole actuelle sont dus à l'abattage, à des fins militaires, des emblématiques dattiers de la région pendant la guerre Iran-Irak.

Il faut dire que les obstacles à la planification et à la coordination d'actions appropriées sont nombreux : insécurité, capacités limitées, infrastructures vétustes, sans oublier la mentalité dominante, qui pousse davantage à la consommation qu'à la préservation de l'environnement. La dépendance de l'économie nationale à l'égard du pétrole explique aussi pourquoi la société irakienne peine à comprendre et admettre la nécessité, pour l'avenir du pays comme de la planète, de s'engager dans une transition vers les énergies renouvelables. D'autres obstacles entravent la mise en œuvre d'une réponse ambitieuse à la crise climatique et environnementale : déficit d'experts des risques climatiques et de leurs répercussions au niveau local ; manque de données fiables sur la qualité et la quantité d'eau disponible ; incapacité ou absence de volonté de faire respecter la réglementation existante ; inadéquation des investissements effectués dans le secteur de l'eau. En outre, l'instabilité chronique à laquelle est en proie le pays depuis des décennies ne lui a pas permis d'œuvrer au niveau régional en faveur d'une coopération et d'un dialogue fructueux avec les autorités iraniennes, turques et kurdes sur la gestion de l'eau.



Dans le sud de l'Irak, l'eau disponible est de mauvaise qualité (teneur en sel élevée et contamination par les eaux usées et les polluants agricoles).

Quand la pluie devient poussière, c'est la fin des récoltes

Outre leurs répercussions immédiates et dramatiques sur la santé, le manque d'eau et la détérioration de l'environnement ont entraîné une baisse du rendement agricole et, combinés à différents facteurs macro-économiques et politiques, plongé de nombreux Irakiens dans une situation d'insécurité alimentaire et économique. Si le secteur de l'agriculture ne représente que 5 % environ du PIB irakien, il est la principale source de revenus de 20 % de la population. Reposant sur un système mixte de cultures pluviales et irriguées⁵³, il consomme une part importante de l'eau disponible, en partie en raison de pratiques agricoles inadaptées. D'autres systèmes d'irrigation ont été testés, notamment par goutte-à-goutte ou par canaux (voies d'eau artificielles), mais ces efforts d'innovation n'ont pas été reconduits, notamment du fait du désintérêt de longue date des autorités pour le secteur agricole. Celui-ci a en outre souffert de l'assèchement délibéré des marais, entrepris dans les années 90 pour affaiblir une population jugée dissidente⁵⁴. À cette catastrophe environnementale sont venus s'ajouter d'autres problèmes : hausse des températures, sécheresses, désertification et salinisation des sols⁵⁵. La hausse significative de la fréquence des tempêtes de sable et de poussière dans cette région – qui est passée de moins de 25 jours par an entre 1951 et 1990 à environ 300 pour la seule année 2013 – a également contribué à transformer ces terres fertiles en zones désertiques⁵⁶. « Autrefois, il tombait de la pluie ; aujourd'hui, c'est de la poussière qui tombe du ciel », résume l'une de nos collègues irakiennes.

*Pour beaucoup, le seul moyen de s'en sortir a été de partir
s'installer ailleurs pour un temps, ou définitivement.*

Au fil du temps, la surface de terres agricoles s'est considérablement réduite. Dans le sud du pays, dans les régions de Fao et de Dhi Qar, longtemps réputées pour leur fertilité, la surface de terres arables a diminué de façon dramatique, passant respectivement de 3 000 à 1 500 dounams et de 40 000 à 5 000 dounams, selon les autorités locales. Ces dommages environnementaux ont appauvri les communautés et contraint de nombreuses familles à abandonner leur mode de vie. Les possibilités de reconversion sont rares pour les agriculteurs, car sans qualification spécialisée ni réseau d'influence, il est difficile de trouver un emploi. Pour beaucoup, le seul moyen de s'en sortir a été de partir s'installer ailleurs pour un temps, ou définitivement. À Fao, où les activités de subsistance traditionnelles étaient la culture des dattes et celle du henné, quelques cultivateurs se sont lancés dans la pêche après que les sols salinisés sont devenus incultivables, contribuant à la surexploitation des ressources piscicoles. D'autres, dotés de moyens techniques et financiers plus importants, ont réussi à s'adapter en investissant dans de nouvelles cultures et méthodes d'irrigation. Beaucoup sont partis vivre en ville, à Basra et Najaf, notamment, pour y travailler comme journaliers. Alors que la population n'a cessé d'augmenter à l'échelle du pays au cours des 40 dernières années, celle de Fao a chuté, passant de 400 000 à 50 000 habitants⁵⁷. De même, les autorités du village de Said Dakhil ont indiqué que la population locale avait diminué de moitié depuis 2008. En 2019, à la suite d'abondantes pluies dans la région, beaucoup sont rentrés au village et se sont remis à l'agriculture – le signe du profond attachement qui les lie à leur terre, mais aussi la preuve qu'il est difficile de s'installer durablement ailleurs sans un soutien approprié.

53 Banque mondiale, 2019b ; FAO, 2012.

54 Les marais irakiens sont des terres humides qui abritent un écosystème unique, au confluent de l'Euphrate et du Tigre, et où vivent plusieurs milliers d'Irakiens. La décision de les assécher a été prise par Saddam Hussein au début des années 90. À l'origine, il s'agissait de punir les Shiites du Sud irakien pour avoir participé au soulèvement contre le gouvernement. En 2001, le PNUE estimait que 90 % des marais avaient disparu, entraînant une perte de biodiversité dramatique et le déplacement de près de 190 000 personnes, et contraignant des milliers d'autres à un abandon brutal et douloureux de leur mode de vie et de leurs activités traditionnelles de subsistance (ministère néerlandais des Affaires étrangères, 2018 ; PNUE, 2007, p. 43 ; Human Rights Watch, 2003).

55 FIDA, 2017 ; ministère néerlandais des Affaires étrangères, 2018.

56 Al-Ansari *et al.*, 2014 ; Attiya et Jones, 2020 ; FAO, 2012 ; Sissakian *et al.*, 2013.

57 Rapport interne de l'Unité « sécurité économique » (Ecosec) du CICR, 2017, p. 24-25.

Un nombre significatif d'Irakiens vivant en zone rurale, en particulier les petits exploitants agricoles, dépendent de ressources en eau fragiles. D'après le ministre adjoint chargé de la Santé et de l'Environnement, de plus en plus de personnes n'auront d'autre choix que de partir alors que la dégradation de l'environnement se poursuit et est même accélérée par la hausse des températures et la raréfaction autant que l'imprévisibilité croissante des pluies. Pourtant, aucun plan national n'a été mis en place pour aider les personnes dont l'environnement n'est plus viable à s'installer dans une autre région du pays. Les autorités s'emploient au contraire à les maintenir sur place pour éviter les déplacements massifs de population, qui risqueraient selon elles de compromettre la stabilité du pays à court terme, en particulier dans les zones déjà en proie à des troubles.



Milke Mustata Khata/COR

À Fao, les palmiers dattiers qui avaient été abattus dans les années 80 pendant la guerre Iran-Irak n'ont jamais repoussé.



NORD DU MALI

LES EFFETS COMBINÉS DE LA DÉSERTIFICATION, DU SOUS-DÉVELOPPEMENT ET DU CONFLIT ARMÉ



**VULNÉRABILITÉ
AU CHANGEMENT CLIMATIQUE**
(ND-GAIN) :
166^e place sur 181



**INDICE
DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN**
(PNUD, 2019) :
0,427 (184^e place sur 189)



INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE
(PAM, 2020) :
Entre mars et mai 2020,
quelque 3,8% de la population
était en situation d'insécurité
alimentaire. Près d'un tiers
des enfants de moins de 5 ans
souffrent de malnutrition
chronique.



**PART DE LA MAIN-D'ŒUVRE
EMPLOYÉE DANS
L'AGRICULTURE**
(BANQUE MONDIALE, 2019B) :
65%

Le changement climatique au Mali : tendances et impact

Le territoire malien est constitué aux deux tiers de terres désertiques ou semi-désertiques. Le pays est exposé à de graves risques climatiques, et est particulièrement vulnérable aux sécheresses, aux inondations et aux invasions de criquets. Entre 1980 et 2014, il a connu 28 épisodes de sécheresse et d'inondation de grande ampleur qui ont affecté plus de sept millions de personnes. Les précipitations annuelles sont très variables d'une région à l'autre – atteignant parfois plus de 1 000 millimètres par an dans le Sud contre moins de 200 millimètres dans le Nord – ainsi que d'une année à l'autre. Les années de sécheresse se sont multipliées depuis 1968, à mesure que le climat est devenu plus chaud et plus sec. Depuis 1960, les températures ont augmenté de 0,7°C dans la plupart des régions du pays. Cette tendance au réchauffement va s'accroître et s'accompagner d'une hausse de la variabilité du climat et de la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes⁵⁸.

Tout comme en République centrafricaine, les conditions de vie dans le nord du Mali sont rudes, avec ou sans conflit. Le Mali est l'un des pays les plus pauvres du monde, dont l'économie repose presque exclusivement sur l'agriculture. Le sous-développement est très marqué dans le Nord, un territoire aride et peu densément peuplé, où les infrastructures et services essentiels ont toujours été insuffisants⁵⁹. La croissance démographique, les défaillances du système de gouvernance et la mauvaise gestion des ressources ont de graves répercussions sur l'environnement. La population se compose majoritairement d'éleveurs nomades et d'agriculteurs dont la sécurité alimentaire et économique est à la merci des caprices de la pluie. Au fil du temps, le climat a considérablement changé, comme le fait remarquer Issa, âgé de 61 ans : « Quand j'étais enfant, les saisons des pluies étaient différentes. Elles arrivaient au bon moment et l'herbe des pâturages était de bonne qualité. Aujourd'hui, les points d'eau sont recouverts par le sable. Les pluies n'arrivent jamais quand on en a besoin et l'herbe est devenue rare. »

⁵⁸ Ministère malien de l'Environnement et de l'Assainissement, 2008 ; Salack *et al.*, 2018 ; Banque mondiale, 2019a.

⁵⁹ Seulement 10% de la population du pays vit dans les régions septentrionales de Gao, Kidal et Tombouctou, qui constituent les deux tiers du territoire malien (Banque mondiale, 2019b).

La désertification et les épisodes successifs de sécheresse intense ont depuis longtemps contraint la population du nord du Mali à changer radicalement de modèle socio-économique. Ne pouvant compter sur un réseau solide d'infrastructures ou le soutien des institutions pour les aider à diversifier leurs moyens de subsistance, éleveurs et cultivateurs ont été forcés de partir en direction des villes et des régions verdoyantes du Sud⁶⁰. Certains éleveurs se sont tournés vers l'agriculture, ce qui a débouché sur une concentration humaine et animale dans des zones comparativement plus fertiles et entraîné une pression accrue sur l'environnement⁶¹. Depuis plusieurs années déjà, des cultivateurs, principalement des hommes jeunes, quittent le Mali pour tenter de se faire embaucher comme saisonniers dans les pays voisins, essentiellement en Algérie, et l'on assiste à une reconfiguration des voies traditionnelles de transhumance⁶².

Quand un conflit éclate au sein de communautés abandonnées à leur sort

Au moment de la flambée de violence de 2012, l'État, qui était déjà fragile, s'est totalement désengagé du Nord. Par peur de la violence, les élus et responsables locaux, qui étaient pris pour cible par les groupes armés, ont quitté la région dont ils avaient la charge ou n'ont plus voulu s'aventurer hors des zones urbaines. « L'État existe seulement sur le papier. Il ne nous aide pas. Avant 2012, on recevait parfois une aide publique en cas de grosse difficulté », se souvient Issa. Les services, trop fragilisés, n'ont pas accompli leur mission. Beaucoup de personnes ont fui. Les éleveurs qui devaient partir avec leurs animaux ont été contraints de rester sur place. Les agriculteurs se sont trouvés dans l'impossibilité d'aller s'occuper de leurs champs. Se rendre



Ba Seydou, un pêcheur malien, tient deux filets dans ses mains : à droite, celui qu'il utilisait il y a 25 ans ; à gauche, celui qu'il est obligé d'utiliser aujourd'hui, les poissons devenant de plus en plus petits.

⁶⁰ Pour une transition réussie vers des activités de subsistance moins dépendantes du climat, plusieurs conditions sont généralement requises : accès à des infrastructures en bon état, telles que des routes, indispensables pour le transport ; existence d'un réseau électrique et d'un système de distribution d'eau pour la transformation et la conservation des produits et le développement de l'industrie.

⁶¹ Djoudi *et al.*, 2013 ; Giannini *et al.*, 2016 ; ministère malien de l'Environnement et de l'Assainissement, 2011.

⁶² Benjaminsen *et al.*, 2012 ; Brockhaus *et al.*, 2013.

à l'étranger pour trouver du travail est devenu trop dangereux. L'accès des humanitaires s'est réduit comme une peau de chagrin. L'insécurité est devenue la norme, tandis que les tensions sociales et la méfiance entre communautés se sont accentuées. Les personnes qui étaient déjà extrêmement vulnérables aux variations et aux chocs climatiques se sont retrouvées encore plus démunies, leurs mécanismes d'adaptation traditionnels face aux aléas climatiques ayant été considérablement mis à mal. Le conflit a tué dans l'œuf les efforts entrepris pour renforcer le réseau d'infrastructures essentielles ou détruit les infrastructures existantes. Les timides progrès qui avaient été réalisés en matière de développement ont été réduits à néant, restreignant encore l'éventail déjà limité des stratégies d'adaptation possibles.

Après avoir perdu leurs moyens de subsistance, les habitants qui en avaient les moyens sont partis s'installer dans des régions plus sûres et fertiles – principalement le long de la rivière Niger – ou dans des zones urbaines offrant davantage de perspectives économiques. D'autres n'ont pu en faire autant, par peur de l'insécurité ou faute de moyens suffisants. L'afflux de personnes déplacées a engendré une pression supplémentaire sur les ressources et les infrastructures existantes. Les institutions ne jouant pas leur rôle, les communautés ont fini par devoir gérer elles-mêmes le partage des ressources, l'accès aux services essentiels et aux terres, ainsi que les tensions qui en ont résulté, et qui ont parfois dégénéré en violences.

Les dynamiques à l'origine du conflit et de la violence au Mali sont complexes, multiples et interdépendantes. Les risques climatiques et la dégradation de l'environnement comptent parmi les nombreux facteurs qui alimentent depuis des années les tensions intercommunautaires et le ressentiment de la population envers les autorités locales et centrales, et qui sont en grande partie responsables de la vulnérabilité accrue de la population face aux répercussions du conflit.



III. ADAPTER NOTRE ACTION POUR UN IMPACT HUMANITAIRE PLUS DURABLE

La crise climatique a une incidence sur la nature et la gravité des crises humanitaires et nous oblige à adapter notre action en conséquence. Dans les conflits armés et autres situations de violence, l'insécurité est loin d'être la seule menace à laquelle est confrontée la population. Au Mali et en Irak, les habitants disent souffrir au quotidien de certains facteurs climatiques et environnementaux, qui réduisent leur accès à l'eau et à la nourriture, compromettent leur sécurité économique et portent atteinte à leur dignité en limitant leur capacité à subvenir aux besoins de leur famille. En République centrafricaine, les communautés demandent un soutien pour apaiser les tensions engendrées par la modification des pratiques de transhumance ainsi que pour appréhender les changements intervenus dans les calendriers agricoles, n'étant elles-mêmes plus en mesure d'interpréter la météo et les calendriers traditionnels des récoltes n'étant plus fiables (or, pour obtenir de belles récoltes, il faut semer au bon moment). Dans le nord du Mali et en République centrafricaine, les personnes qui ont perdu leur maison, leurs moyens de subsistance et leurs récoltes à la suite des récentes inondations demandent de l'aide pour pouvoir se relever et faire en sorte de ne pas se retrouver à nouveau sans abri au prochain épisode de fortes pluies.

Le CICR, comme plusieurs autres organisations humanitaires ces dernières décennies, s'est engagé non seulement à sauver des vies dans les situations d'urgence, mais aussi à aider les communautés touchées par un conflit ou une autre situation de violence à renforcer leur résilience face aux crises, notamment celles qui sont liées au changement climatique et à la dégradation de l'environnement⁶³. Cet engagement va de pair avec son ambition affichée de mener une action à l'impact humanitaire plus durable, à travers une planification à plus long terme dans les pays en proie à un conflit prolongé, où il maintient souvent une présence opérationnelle depuis des années⁶⁴. On ne peut pas attendre passivement la fin des conflits et de l'instabilité pour aider les personnes à renforcer leur capacité d'adaptation. Une telle approche reviendrait à les condamner à vivre dans l'expectative durant des décennies, dans des conditions vouées à se détériorer au fur et à mesure de l'augmentation des risques et de la perte de leurs biens⁶⁵.

*Dans le nord du Mali et en République centrafricaine,
les personnes qui ont perdu leur maison, leurs moyens
de subsistance et leurs récoltes à la suite des récentes inondations
demandent de l'aide pour pouvoir se relever.*

Dans les situations de crise exemptes de conflit, la marche à suivre pour aider la population à s'adapter et faire face au changement climatique est assez claire. Elle consiste à agir de manière proactive pour réduire les risques qui menacent les personnes à court et à long terme, et à prendre des mesures pour renforcer la résilience des individus, des communautés et des services essentiels⁶⁶. Cette approche est tout aussi pertinente (mais plus difficile à mettre en œuvre) dans les situations de conflit. Nous devons réfléchir à la manière de l'intégrer systématiquement dans nos activités en tenant dûment compte des contraintes existantes.

⁶³ CICR, 2018. Pour une approche critique de la résilience dans le contexte de l'action humanitaire, voir Hilhorst, 2018.

⁶⁴ L'impact humanitaire durable englobe l'assistance d'urgence destinée à sauver des vies et l'aide aux moyens de subsistance destinée à renforcer la capacité des personnes à subvenir à leurs besoins et (re)construire une vie digne, autonome et conforme à leurs attentes. Pour de plus amples informations sur le sujet, voir Schmitz Guinote, 2019.

⁶⁵ CICR, 2019c et 2017.

⁶⁶ Marin et Naess, 2017.

L'ACTION MENÉE PAR LE CICR POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE FACE AUX CHOCS

Le CICR mène déjà un large éventail d'activités de préparation et d'intervention dans l'objectif de protéger la vie et la dignité des personnes touchées par une situation de conflit armé ou d'autres situations de violence. Il promeut le respect des normes de droit en vigueur et s'emploie à renforcer la sécurité et la résilience des individus – ainsi qu'à limiter les menaces auxquelles ils sont confrontés – en réduisant leur vulnérabilité et leur exposition aux risques⁶⁷. Dans la plupart de nos opérations, nous combinons ces efforts avec des activités d'assistance qui s'inscrivent dans une démarche plus large de santé publique et concernent l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, à la nourriture, au logement et aux soins de santé⁶⁸. Le soutien aux moyens de subsistance occupe une place centrale dans cette approche, car la sécurité économique des personnes touchées doit être préservée si nous voulons qu'elles puissent en tout temps avoir accès à l'ensemble des biens et services essentiels et qu'elles soient en mesure de résister aux chocs.

Par exemple, le manque d'eau et la variabilité des chutes de pluie pouvant exacerber les tensions et avoir de graves conséquences sur la santé, l'équilibre nutritionnel et la sécurité alimentaire et économique des personnes touchées, nous nous employons à renforcer leur résilience en associant plusieurs activités. Nous menons notamment des activités de réduction des risques, qui consistent entre autres à entretenir un dialogue avec les parties aux conflits afin de les convaincre de tenir les combats éloignés des zones d'une importance écologique particulière, en raison des terribles conséquences à long terme que leur destruction pourrait engendrer sur l'environnement. La réduction des risques consiste aussi à promouvoir le respect des règles du DIH qui protègent l'environnement naturel et les infrastructures essentielles pendant la durée des hostilités⁶⁹.

Nous nous employons également à faire en sorte que les populations disposent d'un accès fiable et ininterrompu à l'eau potable en veillant à ce que les ressources et infrastructures existantes soient mieux gérées. Dans certains contextes, nous avons par exemple, lorsque les conditions le permettaient, réparé et étendu le réseau de distribution d'eau pour limiter le gaspillage, garantir un accès à l'eau plus équitable, et contribuer à renforcer la résilience des services des eaux locaux afin qu'ils restent opérationnels en période de crise. Dans le cadre de nos projets axés sur l'eau, nous nous efforçons en outre de recourir davantage à des sources d'énergie renouvelables. En plus d'améliorer l'accès des personnes à l'eau potable, nous aidons les prestataires de services et les communautés à trouver des moyens de rationaliser l'utilisation de l'eau et de mettre en place une gestion durable des ressources en eau. Parallèlement, nous aidons les agriculteurs à s'équiper de systèmes d'irrigation plus performants ou à se lancer dans la culture de variétés plus résistantes à la sécheresse ou à croissance rapide, contribuant ainsi à réduire les consommations d'eau dans le secteur agricole et à renforcer la résilience des agriculteurs face aux chocs. La pénurie d'eau menaçant de détruire leurs moyens de subsistance, nous les aidons également à développer leur capacité de production et à diversifier leurs sources de revenus. Dans certains cas, nous avons mené des activités pour protéger la population locale contre les effets de catastrophes liées à l'eau⁷⁰.

67 CICR, 2008.

68 CICR, 2004.

69 CICR, 1996, dont la mise à jour sera publiée courant 2020. Voir également l'encadré p. 19.

70 Par exemple, au Yémen, où les pluies sont à la fois moins fréquentes mais plus intenses et donnent lieu à des inondations soudaines, nous avons construit un mur de gabions pour protéger les habitants de villages situés à proximité de cours d'eau contre l'érosion croissante des berges, qui menaçait d'emporter les habitations et de contraindre les villageois à partir.

Garantir un accès durable à l'eau en Irak et en République centrafricaine

En Irak, nous nous efforçons de limiter les risques de pénurie en réparant les stations de pompage et de traitement de l'eau, les réseaux de canalisations et les systèmes d'irrigation. Il s'agit de mettre en place des solutions axées sur la demande, dont l'objectif est de réduire les gaspillages plutôt que d'augmenter la consommation d'eau (solutions axées sur l'offre, qui ne font qu'accentuer le risque de pénurie). Dans les régions rurales de République centrafricaine, la plupart des puits de surface ne donnant presque plus d'eau pendant la saison sèche, nous avons cessé d'en creuser pour installer des forages qui puisent dans les nappes souterraines sans excéder leur capacité de rendement, afin d'en assurer une exploitation durable.

MIEUX COMPRENDRE LES CONSÉQUENCES DES RISQUES CUMULÉS

Nous devons faire mieux et davantage pour aider les personnes à s'adapter au changement climatique, en prenant systématiquement en compte la dimension climatique des crises dans le cadre de notre action. L'évolution du climat a une incidence sur l'ensemble des risques auxquels les communautés sont confrontées ainsi que sur les différents déterminants sociaux de la santé. La grille d'analyse que nous utilisons pour élaborer nos programmes doit donc prendre en compte, outre les effets directs et indirects des conflits, l'ensemble des risques à court et à long terme qui menacent les individus, les communautés et les systèmes existants, y compris les risques induits par le changement climatique et la dégradation de l'environnement. Cela suppose que nous continuions d'explorer des approches prometteuses, tout en approfondissant notre connaissance des risques climatiques et des moyens les mieux adaptés d'y faire face – en mettant à profit le savoir et les compétences des spécialistes locaux, mais aussi en encourageant la discussion sur certaines pratiques actuelles qui pourraient ne plus suffire au regard de l'ampleur des changements en cours et à venir.

Il est essentiel que nous comprenions plus en détail comment, dans les pays en proie à un conflit armé, la transformation de l'environnement et la lutte pour le contrôle des maigres ressources disponibles accentuent les tensions et la violence intercommunautaires, entraînant parfois des déplacements de population. Nous devons réfléchir au rôle que nous pouvons jouer pour atténuer les souffrances engendrées par ces perturbations et faire évoluer les comportements qui sont à l'origine de ces souffrances. Nous pourrions contribuer à apaiser les tensions en facilitant la mise en place d'une médiation communautaire, ou en aidant les communautés et les autorités à établir des voies de transhumance officielles pour réduire les risques d'affrontements intercommunautaires, notamment en mettant à disposition des services de santé animale ou des points de ravitaillement en eau pour le bétail dans des lieux stratégiques. La thématique des conflits armés et du DIH étant au cœur de notre action, nous devrions également procéder à un examen approfondi des effets des conflits sur l'environnement – dont la plupart se ressentent sur de longues périodes – pour compléter notre analyse de la protection conférée à l'environnement par le DIH et guider nos discussions avec les parties aux conflits. Qu'ils soient ou non une conséquence directe des méthodes et moyens de guerre utilisés, les dommages causés à l'environnement en période de conflit armé peuvent avoir des répercussions dévastatrices sur les communautés touchées, qui en souffriront pendant des décennies. En Irak, par exemple, l'abattage des palmiers dattiers dans les années 80 au cours de la guerre contre l'Iran et les restes explosifs de guerre encore disséminés sur le territoire continuent d'avoir un impact dramatique sur la vie quotidienne des habitants.

Il est également indispensable de mieux comprendre les conséquences du changement climatique à l'échelle régionale, ce qui peut nécessiter de mener des actions et analyses coordonnées dans un grand nombre de secteurs et de pays différents. Par exemple, le manque et la mauvaise qualité de l'eau en Irak ne résultent pas uniquement d'une diminution des ressources en eau et de facteurs internes; elles sont aussi une conséquence de la manière dont l'eau est utilisée et gérée dans les pays voisins, ainsi que de la variabilité et de l'évolution du climat. Ces problèmes ne peuvent être résolus qu'à travers la mise en place d'une coopération transfrontalière et d'un dialogue avec des entités régionales ou sous-régionales. De même, les phénomènes

à l'origine de la modification des pratiques de transhumance en République centrafricaine, tout comme de certaines formes de violence, s'étendent bien au-delà des frontières du pays. Il est donc primordial de comprendre ces dynamiques pour aider les personnes à préserver leur sécurité et réduire la pression qui pèse sur les communautés, les ressources et les infrastructures.

En Irak, par exemple, l'abattage des palmiers dattiers dans les années 80 au cours de la guerre contre l'Iran et les restes explosifs de guerre encore disséminés sur le territoire continuent d'avoir un impact dramatique sur la vie quotidienne des habitants.

Comme toujours, l'analyse (et les activités) doit prendre en compte les spécificités de chaque contexte et permettre de mieux comprendre comment certains risques particuliers affectent les personnes différemment selon leurs caractéristiques individuelles telles que leur âge, leur sexe, leur statut social, leur profession ou leur état de santé, ainsi que la manière dont ils se manifestent dans les zones urbaines, périurbaines et rurales. L'analyse devrait porter non seulement sur des régions où les effets de la crise climatique sont évidents (comme le Mali ou l'Irak), mais aussi sur des pays aux terres fertiles, en apparence moins affectés par les conséquences du changement climatique (comme la République centrafricaine), qui sont souvent négligés par les acteurs humanitaires en dépit de leur vulnérabilité incontestable. Il est également important, s'agissant des pays dont l'évolution climatique à long terme est mal connue faute de données suffisantes ou fiables, de trouver des moyens d'anticiper efficacement les tendances climatiques ainsi que les chocs et risques à court terme susceptibles de s'y manifester. Dans ce type de contexte, les organisations humanitaires pourraient travailler en coopération avec les communautés ainsi qu'avec des experts pour aider à pallier ce déficit d'informations au niveau local – par exemple, en élaborant des calendriers saisonniers et des systèmes d'alerte précoce, et en croisant les données collectées localement avec celles des modèles existants. L'ensemble de ces informations peut aider à renforcer la résilience des personnes, à anticiper efficacement les chocs à venir, et à adapter les activités humanitaires face à l'augmentation des risques climatiques.

Nous devons par ailleurs mettre à profit ce travail d'analyse pour faire en sorte que nos programmes ne nuisent pas aux personnes que nous cherchons à aider et qu'ils n'aient pas pour effet involontaire de limiter leur capacité d'adaptation au changement climatique sur le long terme. Par exemple, le développement des systèmes d'irrigation dans les régions en situation de stress hydrique élevé peut être une solution à court terme, mais pas forcément à moyen et long terme si aucune mesure n'est prise en parallèle pour améliorer leur efficacité et rationaliser la consommation d'eau. De la même façon, la fourniture d'une assistance peut permettre aux personnes qui vivent dans des environnements de plus en plus inhospitaliers en raison des effets du changement climatique de rester sur place plus longtemps. Dans ce cas, il conviendra d'inclure dans l'assistance la fourniture d'informations fiables sur l'évolution du climat et les mécanismes d'adaptation disponibles, afin que les personnes puissent décider de partir ou rester en connaissance de cause et aussi participer à la conception et l'évaluation de solutions adaptées. Dans d'autres contextes, il faudra compléter les activités d'assistance par une action de plaidoyer auprès des autorités et d'autres acteurs clés pour les convaincre de mettre en place une gestion durable des ressources et des infrastructures afin de limiter les dommages causés à l'environnement. La santé des humains, la survie des animaux et la préservation des écosystèmes étant intrinsèquement liées et gravement menacées par le changement climatique et la dégradation de l'environnement, nous devons également nous employer, dans le cadre de notre action, à restaurer et préserver le précieux équilibre entre ces trois composantes.

ÉLABORER DES ACTIVITÉS DE PRÉPARATION ET D'INTERVENTION ADAPTÉES

Cette analyse approfondie doit permettre au CICR de définir des orientations et approches programmatiques qu'il pourra ensuite mettre en œuvre dans le cadre de ses activités de protection, ses programmes « eau et habitat », « sécurité économique » et « santé », son travail d'analyse juridique et ses activités de diplomatie humanitaire. Au moment d'élaborer les programmes, il convient de trouver le juste équilibre entre activités de préparation et activités d'intervention, et de réfléchir plus avant à la façon la plus adéquate d'aider les populations quand les mécanismes d'adaptation disponibles sont limités.

Nous pouvons faire davantage pour réduire l'exposition des personnes aux risques de catastrophe, en renforçant les capacités locales de préparation. Par exemple, nous n'avons pas coutume d'œuvrer en priorité à la mise en place de systèmes d'alerte précoce pour les catastrophes climatiques et environnementales, car il revient en principe aux gouvernements de s'en charger, avec l'aide de spécialistes des situations d'urgence tels que nos partenaires du Mouvement. Mais dans les situations de conflit armé, il arrive que les autorités ne soient pas en mesure de s'acquitter de cette tâche. Ainsi, en République centrafricaine, où les inondations sont fréquentes, le nécessaire n'a pas été fait pour dissuader les gens de s'installer dans des zones inondables. En octobre 2019, alors qu'il pleuvait abondamment depuis plusieurs jours, que les champs étaient inondés et que le niveau des rivières continuait de monter, aucune alerte n'a été diffusée pour permettre aux habitants d'anticiper la catastrophe et de partir se réfugier dans un endroit sûr. Beaucoup d'entre eux ont fui au dernier moment, en pleine nuit, alors que leur maison était en train de s'effondrer, abandonnant derrière eux le peu de biens qu'ils possédaient pour aller s'installer, pour une durée indéterminée, dans des camps provisoires surpeuplés, à la merci d'autres chocs climatiques, de catastrophes, de l'insécurité et des pandémies. Si nous n'avons pas vocation à assumer le rôle de premiers intervenants dans la plupart de ces situations, nous devons toutefois faire en sorte de mieux identifier les risques potentiels et de mobiliser plus rapidement les acteurs les mieux à même d'y faire face. Dans les contextes où l'insécurité limite considérablement l'accès des humanitaires, nous devons également nous efforcer de réduire l'exposition aux risques et de renforcer les capacités de préparation en prévision des catastrophes à venir.

Les mesures d'aide à l'adaptation au changement climatique seront différentes d'un contexte à l'autre, car elles dépendent non seulement des tendances et risques observés dans le pays considéré, mais aussi des conditions de sécurité, de l'état des infrastructures, institutions et réseaux de soutien existants, et des capacités, moyens de subsistance, biens et mode de vie de la population. Dans les villes irakiennes, nous pouvons aider les habitants à accéder aux services essentiels, par exemple en remettant en état les infrastructures d'approvisionnement en eau de manière à réduire le gaspillage et ainsi mieux alimenter en eau les utilisateurs, tout en nous efforçant parallèlement de trouver des solutions pour maintenir en continu l'approvisionnement en électricité des installations de distribution d'eau, de traitement des eaux usées et des structures de santé, vitales pour la population – néanmoins, la rénovation de l'ensemble du réseau d'eau et d'électricité du pays, qui est très vétuste, dépasse de loin le mandat et les capacités du CICR. Dans certaines régions du nord du Mali, de telles infrastructures n'existent même pas, et l'insécurité qui y prévaut limite considérablement la présence et le degré d'investissement des acteurs du développement, des donateurs ou du secteur privé⁷¹. Si aucun projet d'envergure n'est mis en œuvre dans le nord du Mali pour garantir l'accès à l'eau et limiter les dommages causés à l'environnement, certaines zones du territoire pourraient devenir inhabitables, ce qui obligera la population locale à partir.

Ce qui se passe dans le nord du Mali soulève de multiples questions quant au rôle que le CICR (et les acteurs humanitaires en général) peut et devrait jouer dans les contextes où l'instabilité et la fragilité chroniques ont découragé les efforts de développement dans tous les domaines et limité les capacités locales d'adaptation.

⁷¹ Dans de grandes villes comme Gao, Kidal ou Tombouctou, qui sont équipées de réseaux d'eau et d'électricité, le CICR a apporté un soutien et des fournitures aux prestataires de services, notamment des pièces détachées pour les aider à maintenir en état les installations et ainsi garantir la continuité des services, prenant le relais des pouvoirs publics qui n'étaient plus en mesure d'entretenir les infrastructures du pays pendant le conflit.

Dans ce type d'environnement, nous nous employons à améliorer l'accès des communautés à l'eau et à l'assainissement ainsi que leur sécurité économique, en renforçant leurs moyens de subsistance. Mais ceux-ci sont le plus souvent tributaires du climat et donc vulnérables aux variations et changements climatiques. La diversification des moyens de subsistance, qui est un moyen efficace de renforcer la sécurité économique des personnes, est difficilement envisageable dans les régions où il n'y a ni secteur industriel, ni croissance économique, ni développement possible des compétences, faute d'un accès sûr et fiable à l'électricité, à l'eau, à l'assainissement, aux réseaux de transports et de télécommunications, et à l'éducation. Dans ces contextes, les efforts de développement à entreprendre pour faciliter l'adaptation de la population dépassent le champ de nos capacités et compétences, mais nous pouvons néanmoins prendre des mesures qui contribueront progressivement à réduire la vulnérabilité des habitants. Nous devons également continuer d'inciter les acteurs à même de mener des projets de l'envergure requise à se lancer dans leur réalisation et, s'il y a lieu, conclure avec eux des partenariats pour les aider à les mener à bien.

[...] en République centrafricaine, où les inondations sont fréquentes, le nécessaire n'a pas été fait pour dissuader les gens de s'installer dans des zones inondables.

Idéalement, les organisations humanitaires, les acteurs du développement et les instances chargées du maintien de la paix, notamment les gouvernements, devraient être capables, en unissant leurs efforts, de répondre aux besoins immédiats et à long terme des individus, des communautés et des sociétés, et de renforcer leur résilience au moyen d'une assistance sur-mesure, systémique et structurelle, tout en remédiant à l'instabilité et la fragilité installées de longue date, et ce, dans n'importe quel contexte de crise. La mise en œuvre de ce programme ambitieux peut exiger des différents acteurs qu'ils collaborent directement les uns avec les autres, dans le respect de leurs mandats et de leurs domaines de compétence respectifs. D'autres fois, en particulier dans les contextes polarisés, ils pourront agir indépendamment les uns des autres, en s'appuyant toutefois sur des analyses et informations communes. Dans tous les cas, il est impératif, pour une action efficace, de prendre en compte les risques climatiques dans les analyses et les programmes. Dans la pratique, les acteurs du développement et les donateurs, souvent réticents à prendre des risques, renoncent très souvent à investir autant qu'ils le pourraient dans le développement des régions les plus touchées par les conflits armés, en particulier lorsqu'elles ne sont pas placées sous le contrôle des autorités officielles. Ce déficit d'investissement a conduit des organisations comme le CICR à s'engager dans une action de plus long terme pour renforcer la résilience et prévenir les reculs en matière de développement, à travers des activités de soutien aux moyens de subsistance, d'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement, et de renforcement des services essentiels par le développement des capacités locales et la fourniture d'un soutien systémique⁷². Néanmoins, le CICR n'a ni le pouvoir ni la capacité d'amener seul les pays fragilisés jusqu'au niveau de développement qu'exige la mise en place de solutions efficaces d'adaptation au changement climatique.

Sahel : renforcer la résilience des moyens de subsistance face à la variabilité du climat

Dans plusieurs pays de la région du Sahel, y compris le Mali, nous aidons les agriculteurs et les éleveurs à s'adapter à l'imprévisibilité croissante des périodes de pluie et de sécheresse, en soutenant la remise en état des systèmes d'irrigation ainsi que la production – et la conservation, dans des silos gérés par les communautés – de semences ou de foin pour le bétail.

MOBILISER D'AUTRES ACTEURS EN FAVEUR D'UNE ACTION POUR LE CLIMAT PLUS AMBITIEUSE ET MIEUX FINANCÉE

Pour agir efficacement sur tous les aspects de la crise climatique et environnementale, il faut entreprendre des réformes systémiques et structurelles d'envergure, obtenir l'engagement de la sphère politique, pouvoir compter sur une gouvernance responsable, des investissements substantiels et des connaissances techniques approfondies, et aussi faire évoluer les mentalités. Il est indispensable de mener une action pour le climat plus ambitieuse dans les pays en proie à un conflit armé afin de garantir le bien-être et la survie des populations locales. Mais nous n'y arriverons pas seuls. L'ampleur de la tâche dépasse de loin le mandat et les compétences du CICR.

Nous devons faire équipe avec d'autres partenaires pour développer nos compétences, collecter des données fiables, obtenir des conseils d'experts, et trouver des solutions à des problèmes complexes. Nous devons aussi réviser certaines de nos hypothèses afin de concevoir et mettre en œuvre des programmes de plus grande envergure qui contribuent à réduire les vulnérabilités sous-jacentes et renforcent les systèmes existants dans les pays où l'insécurité prévaut et les institutions sont affaiblies.

Nous devons également mobiliser d'autres acteurs et faire en sorte d'orienter les efforts d'assistance déployés aux niveaux local, régional et international en direction des communautés les plus à risque, tout en continuant de développer, dans le cadre de nos programmes et de nos projets, des moyens innovants de renforcer la résilience des populations touchées par des conflits. Nous travaillons déjà en coopération avec les communautés elles-mêmes, ainsi qu'avec des experts du climat et du développement, des spécialistes des sciences sociales et des partenaires du Mouvement dotés de solides connaissances techniques ou pratiques, tels que le Centre pour le climat de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Nous devons élargir ces initiatives à d'autres partenaires, intensifier nos efforts de coopération et veiller à ce que l'adaptation au changement climatique figure parmi les objectifs de certains de nos partenariats en cours d'établissement avec des institutions financières internationales et d'autres organismes de développement, y compris à travers la mise en place de mécanismes de financement novateurs.

Yémen : mieux adapter nos activités avec l'aide de professionnels de la modélisation du climat

Au Yémen, nous avons travaillé avec le Fonds international de développement agricole, dont nous avons mis à profit les cartes des risques climatiques pour nous documenter sur les inondations soudaines, l'érosion des sols, le captage des eaux et le potentiel de rendement des cultures. Ces informations nous ont aidés à cibler les endroits qui se prêtaient le mieux à la mise en œuvre d'initiatives de réduction des risques. Par exemple, nous avons participé à la construction de citernes, à la remise en état de murets en pierre pour la culture en terrasses, et à l'installation de systèmes d'irrigation par épandage des eaux de crue – qui toutes permettent de mieux utiliser les faibles ressources en eau – pour accroître la production agricole. Nous avons également construit des murs de gabions pour protéger des campements humains contre les inondations soudaines et l'érosion des sols. Grâce à ces cartes des risques liés au changement climatique, nous avons pu identifier les zones de grande vulnérabilité sociale et planifier nos activités d'adaptation en conséquence.

Nous devons également joindre nos forces à celles de nos collègues du secteur humanitaire, mais aussi d'autres acteurs, pour remédier aux disparités de financement dont pâtit l'action pour le climat. Premièrement, une part plus importante des fonds devrait servir à financer des actions d'adaptation au changement climatique. À l'heure actuelle, l'essentiel de l'argent va aux initiatives de réduction des émissions de gaz à effet de serre, qui sont certes indispensables, mais qui doivent être complétées par des activités visant à

faciliter l'adaptation des communautés au changement climatique⁷³. Pour de nombreux pays particulièrement vulnérables à l'évolution du climat, notamment les pays en proie à un conflit, la priorité est d'aider leur population à s'adapter aux effets déjà perceptibles du changement climatique, et non de réduire leurs émissions de carbone, qui sont de toute façon peu élevées.

[...] bien que les personnes vivant dans des pays en situation de fragilité ou en proie à un conflit armé soient parmi celles qui ont le plus besoin d'aide pour s'adapter au changement climatique, ce sont souvent les grandes oubliées de l'action pour le climat.

Deuxièmement, bien que les personnes vivant dans des pays en situation de fragilité ou en proie à un conflit armé soient parmi celles qui ont le plus besoin d'aide pour s'adapter au changement climatique, ce sont souvent les grandes oubliées de l'action pour le climat, les gouvernements de ces pays étant rarement en mesure de satisfaire les critères exigés pour bénéficier d'un financement international. Bien souvent, ils n'ont pas les structures et institutions requises pour mettre en œuvre des projets ambitieux et assurer le transfert de ressources financières à l'échelon local. En outre, il arrive qu'il n'y ait pas d'acteurs du développement ou d'intermédiaires accrédités sur place⁷⁴. Un important écart de financement existe déjà entre les pays stables et ceux qui sont en situation de fragilité ou en proie à un conflit armé ou une autre situation de violence. Si aucune action d'envergure n'est entreprise pour y remédier, le fossé va continuer de se creuser, aggravant encore la vulnérabilité des populations locales et leur dépendance à l'égard de l'assistance humanitaire.

⁷³ La part des fonds alloués aux actions d'adaptation augmente, mais elle demeure nettement inférieure à celle qui est consacrée aux actions d'atténuation. Par exemple, en 2017, 27% du financement multilatéral de l'action pour le climat a été investi dans les premières, et 69% dans les secondes (OCDE, 2018).

⁷⁴ OCDE, 2018 ; Peters et Budimir, 2016.

« Quand un jeune doit quitter
l'école prématurément
parce que ses parents n'ont pas
les moyens de lui payer
des études, il n'a pas d'autre
choix que de partir, car ici,
il n'y a plus de travail. »

- Arkietou, 16 ans

L'APPEL DU CICR

La survie et l'identité des peuples à travers le monde sont intrinsèquement liées à la préservation de leur environnement et à la prévisibilité du climat. Les communautés touchées par des conflits sont déjà affectées de manière disproportionnée par les conséquences de la crise climatique : perte d'êtres chers, maladies, récession économique, détérioration de leurs conditions de vie, ou encore disparition progressive de leurs moyens de subsistance. Leur santé et leur bien-être ne sont pas non plus épargnés. De nombreuses personnes se sentent profondément perdues et désorientées car elles ne reconnaissent plus leur environnement ou ne parviennent plus à interpréter la météo ; elles ne sont tout simplement pas équipées pour affronter les risques climatiques qui menacent leur quotidien à court et à long terme.

Les organisations humanitaires peuvent et doivent aider les personnes vulnérables à renforcer leur résilience face aux risques climatiques, en particulier dans les situations de conflit. Nous devons unir nos efforts pour surmonter les obstacles et trouver des moyens fiables et durables de les aider à s'adapter à l'évolution de plus en plus imprévisible du climat. Il est indispensable et urgent de prendre des mesures ambitieuses de réduction des émissions de carbone pour atténuer le changement climatique, car les seules mesures d'adaptation ne suffiront pas pour protéger les populations et leur environnement des conséquences les plus dévastatrices de la crise climatique.

En tant qu'humanitaires, nous devons travailler ensemble à mobiliser les volontés, les ressources et les savoir-faire nécessaires, au sein comme en dehors du secteur humanitaire, afin d'intensifier rapidement nos efforts d'assistance selon les cinq axes suivants.

RENFORCER LES COMPÉTENCES – Pour répondre efficacement aux vulnérabilités et aux besoins engendrés par les effets conjugués des conflits armés et de la crise climatique, nous devons faire en sorte de mieux prendre en compte, dans nos programmes, les risques qui menacent la vie et la dignité des personnes ainsi que leur environnement à court et à long terme. Pour ce faire, nous devons perfectionner notre utilisation des données, des outils de modélisation du climat, des méthodes de recherche et d'analyse dans divers secteurs et sur diverses échelles de temps. Nous devons mieux comprendre les dynamiques qui alimentent la violence aux niveaux national et régional, et comment les systèmes de pouvoir et d'autorité peuvent contribuer à corriger les comportements nuisibles. Nous devons également étudier plus en profondeur les conséquences à long terme des conflits armés sur l'environnement pour affiner notre analyse de la protection due à l'environnement pendant la durée des hostilités et étoffer nos arguments dans le cadre de nos échanges avec les parties aux conflits. Ces efforts peuvent nécessiter d'acquérir de nouvelles compétences, de développer d'autres outils méthodologiques, et de savoir mettre à profit les connaissances des communautés elles-mêmes, l'expérience des autres, ainsi que les avancées scientifiques et technologiques.

FAVORISER LA COOPÉRATION – Nous devons tous – le Mouvement, l'ensemble du secteur humanitaire et d'autres acteurs – joindre nos efforts pour renforcer l'action pour le climat et faire en sorte que des mesures soient prises pour aider progressivement les personnes à s'adapter. Nous devons faire équipe avec les communautés elles-mêmes, veiller à ce qu'elles aient accès à des informations utiles et fiables, et à ce qu'elles participent pleinement à l'élaboration, la gestion et la mise en œuvre des programmes. Nous devons également tirer parti de nos mandats et domaines de compétence respectifs pour nouer des partenariats avec des organismes de développement, des institutions financières internationales, des organisations régionales, des acteurs urbains, des institutions environnementales, des universités et instituts de recherche et aussi le secteur privé, en vue de concevoir et mettre en œuvre une vaste palette d'activités complémentaires qui contribueront à réduire les risques et à renforcer la capacité des personnes et communautés touchées par un conflit armé à s'adapter au changement climatique – grâce à des initiatives telles que la création de micro-réseaux, le traitement et la réutilisation des eaux usées, la fourniture de variétés de semences plus résistantes, et la promotion de pratiques agricoles plus efficaces et économes en eau.

ANTICIPER LES RISQUES ET RENFORCER LA RÉSILIENCE – Nous devons tous intensifier nos efforts pour limiter l'exposition des populations au danger, en réduisant les risques et en renforçant leur résilience face aux chocs. Il est plus difficile de se relever après avoir subi un choc et essuyé de lourdes pertes ; cela vaut aussi bien pour les individus et leur environnement que pour les systèmes (de santé, d'infrastructure, etc.). Nous devons investir autant que possible dans la prévention des catastrophes et, en cas de choc climatique, répondre aux besoins urgents avec la plus grande diligence – et aussi tirer les leçons de ces événements. Pour ce faire, nous devons – en plus de nous tenir prêts à fournir une assistance d'urgence – élaborer des programmes qui, d'une part, permettent aux personnes d'anticiper les chocs climatiques susceptibles de se produire à court et à moyen terme, de s'y préparer et de se doter de moyens de subsistance et de logements adaptés, et, d'autre part, contribuent à garantir l'accès à des services essentiels plus résilients. Nous devons également analyser les risques et veiller à ce que les populations soient dûment informées de leur existence et des mécanismes d'adaptation disponibles. Enfin, nous devons travailler ensemble à faire mieux comprendre l'importance de respecter l'environnement pendant les conflits armés et à convaincre les parties aux conflits d'appliquer plus systématiquement les règles du DIH relatives à la protection de l'environnement. Cela peut contribuer à limiter les dommages et les risques liés à la dégradation environnementale et au changement climatique.

PROMOUVOIR UNE ACTION POUR LE CLIMAT PLUS AMBITIEUSE ET MIEUX FINANCÉE – Nous devons unir nos forces pour influencer et mobiliser les acteurs les mieux à même d'atténuer le changement climatique et de faciliter l'adaptation à l'évolution du climat – des gouvernements aux autorités locales, en passant par les institutions financières internationales et le secteur privé. Nous devons en particulier remédier aux inégalités d'accès aux programmes de financement en faveur de l'adaptation au changement climatique, sans quoi les Objectifs de développement durable adoptés par les Nations Unies ne pourront être atteints. Contrairement aux pays stables, la plupart des pays fragilisés n'ont pas les structures requises pour pouvoir bénéficier de ces financements et les gérer efficacement, ni les connaissances techniques nécessaires pour élaborer des programmes adaptés. Pour corriger ce déséquilibre et faire en sorte que les pays en crise – et les communautés les plus vulnérables et isolées qui y vivent – reçoivent également un soutien de la part des principaux organismes de financement de l'action pour le climat ou dans le cadre de partenariats bilatéraux, il est nécessaire que les bailleurs de fonds acceptent la part de risque inhérente à ce type d'investissements. En outre, les efforts de financement doivent être plus équitablement répartis entre les initiatives d'atténuation et les initiatives d'adaptation, afin que les populations reçoivent l'assistance dont elles ont besoin pour renforcer leur résilience face au changement climatique.

RÉDUIRE NOTRE EMPREINTE CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE ET RENFORCER NOTRE RÉSILIENCE INSTITUTIONNELLE – Bien que le rapport ne traite pas de notre propre empreinte ni de l'importance d'intégrer un volet « gestion environnementale » dans nos opérations, nous devons montrer l'exemple et limiter les dommages que nous causons à l'environnement et au climat. Pour ce faire, nous devons réduire nos émissions de gaz à effet de serre, utiliser dans toute la mesure possible des sources d'énergie renouvelables, et rationaliser notre consommation d'eau et notre production de déchets, sur nos sites comme dans le cadre de nos programmes – et ce, tout en maintenant notre capacité à fournir rapidement des secours vitaux. Nous devons également tenir compte, dans nos décisions, des répercussions sociales et environnementales de nos chaînes d'approvisionnement et de nos systèmes logistiques. Parallèlement, nos opérations n'étant pas à l'abri des effets du changement climatique, nous devons impérativement intégrer des services de prévision dans nos systèmes logistiques et veiller à renforcer notre résilience face aux phénomènes météorologiques extrêmes et aux vagues de chaleur, dont la fréquence augmente.

BIBLIOGRAPHIE

Adger, W.N., J.M. Pulhin, J. Pulhin, G.D. Barnett, G.K. Dabelko, M. Hovelsrud, Ú. Levy, O. Spring et C.H. Vogel, « Human security », dans C.B. Field *et al.* (dir.) *Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, Cambridge University Press, Cambridge, 2014, p. 755-791.

Akhzari, D., B. Attaeian, M.B. Gonbad et K. Shayesteh, « Impact of source area desertification on dust storm emission in the western parts of Iran », *Current World Environment*, vol. 9, n° 3, 2014, p. 632-638.

Akresh, R., L. Lucchetti et H. Thirumurthy, « Wars and child health: Evidence from the Eritrean-Ethiopian conflict », *Journal of Development Economics*, vol. 99, n° 2, 2012, disponible sur : <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0304387812000223>.

Al-Ansari, N., « Management of water resources in Iraq: Perspectives and prognoses », *Engineering*, vol. 5, n° 8, 2013, p. 667-684, disponible sur : <https://www.scirp.org/journal/paperinformation.aspx?paperid=35541>.

Al-Ansari, N., M. Abdellatif, S.S. Ali et S. Knutsson, « Long term effect of climate change on rainfall in north-west Iraq », *Central European Journal of Engineering*, vol. 4, n° 3, 2014, p. 250-263.

Al-Sudani, H.I.Z., « Rainfall returns periods in Iraq », *Journal of University of Babylon for Engineering Sciences*, vol. 27, n° 2, 2019, p. 2-3, disponible sur : <https://www.iasj.net/iasj?func=fulltext&aId=174244>.

Ambalam, K., *Global Environmental Governance and Desertification: a study of Gulf Cooperation Council countries*, Concept Publishing Company, New Dehli, 2012.

Attiya, A.A., et B.G. Jones, « Climatology of Iraqi dust events during 1980-2015 », *SN Applied Science*, vol. 2, n° 5, 2020, disponible sur : <https://doi.org/10.1007/s42452-020-2669-4>.

Austin, J., et C. Bruch, *The Environmental Consequences of War – Legal, Economic and Scientific Perspectives*, Cambridge University Press, Cambridge, 2000.

Banque mondiale, *Mali - Strengthening Climate Resilience Project*, 2019a, disponible sur : <http://documents.worldbank.org/curated/en/676221558922529960/Mali-Strengthening-Climate-Resilience-Project>.

Banque mondiale, *Employment in Agriculture (% of total employment). (modeled ILO estimate)*, ILOSTAT Database/Banque mondiale, Genève/Washington, D.C., 2019b, disponible sur : https://data.worldbank.org/indicator/SL.AGR.EMPL.ZS?name_desc=true.

Banque mondiale, *Iraq - Systematic Country Diagnostic*, 2017, disponible sur : <http://documents.worldbank.org/curated/en/542811487277729890/Iraq-Systematic-Country-Diagnostic>.

Barnett, J., « Global environmental change I: Climate resilient peace? », *Progress in Human Geography*, vol. 43, n° 5, 2018, p. 927-936.

Barnett, J., et N. Adger, « Climate change, human security and violent conflict », *Political Geography*, vol. 26, n° 6, 2007, p. 639-655.

Benjaminsen, T.A., K. Alinon, H. Buhaug et J.T. Buset, « Does climate change drive land-use conflicts in the Sahel? », *Journal of Peace Research*, vol. 49, n° 1, 2012, p. 97-111, disponible sur : <https://doi.org/10.1177/02F0022343311427343>.

Bernauer, T., T. Böhmelt et V. Koubi, « Environmental changes and violent conflict », *Environmental Research Letters*, vol. 7, n° 1, 2012, disponible sur : <https://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/7/1/015601>.

Black, R., et M. Collyer, « Populations 'trapped' at times of crisis », *Forced Migration Review*, n° 45, 2014, p. 52-56, disponible sur : <https://www.fmreview.org/crisis/black-collyer>.

Brockhaus, M., H. Djoudi et B. Locatelli, « Envisioning the future and learning from the past: Adapting to a changing environment in northern Mali », *Environmental Science & Policy*, n° 25, 2013, p. 94-106, disponible sur : <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S1462901112001414>.

Brown, O., et A. Crawford, *Climate Change and Security in Africa: A Study for the Nordic-African Foreign Ministers Meeting*, International Institute for Sustainable Development, Winnipeg, 2009, disponible sur : https://www.iisd.org/pdf/2009/climate_change_security_africa.pdf.

Buhaug, H., « Climate-conflict research: some reflections on the way forward », *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change*, vol. 6, n° 3, 2015, p. 269-275, disponible sur : <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1002/wcc.336>.

Buvinic, M., M. Das Gupta, U. Casabonne et P. Verwimp, *Violent Conflict and Gender Inequality: An Overview*, Banque mondiale, Washington, D.C., 2012, disponible sur : https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/19494/wbro_28_1_110.pdf%3Bjsessionid%3DA916F2C9090561E4260D6A1847708295?sequence%3D1.

Cardona, O.D., M.K. Van Aalst, J. Birkmann, M. Fordham, G. McGregor, P. Rosa, R.S. Pulwarty, E.L.F. Schipper et B.T. Sinh, « Determinants of risk: exposure and vulnerability », dans C.B. Field *et al.* (dir.), *Managing the Risks of Extreme Events and Disasters to Advance Climate Change Adaptation: A Special Report of Working Groups I and II of the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC)*, Cambridge University Press, Cambridge/New York, 2012, p. 65-108, disponible sur : https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/03/SREX-Chap2_FINAL-1.pdf.

Carré, C., et M. Radosta, *Mettre fin au cercle vicieux entre faim & conflit en République centrafricaine – Étude de cas d'Action contre la Faim*, Action contre la faim, Paris, 2018, disponible sur : https://www.actioncontrelafaim.org/wp-content/uploads/2018/09/CASE-STUDY_RCA-HD-V04072018.pdf.

Chandra, A., K. McNamara, P. Dargusch, A. Caspe et D. Dalabajan, « Gendered vulnerabilities of smallholder farmers to climate change in conflict-prone areas: A case study from Mindanao, Philippines », *Journal of Rural Studies*, vol. 50, 2017, p. 45-59.

Christensen, J.H., J.H. Krishna Kumar, K.E. Aldrian, S.-I. An, I.F.A. Cavalcanti, M. de Castro, W. Dong, P. Goswami, A. Hall, J.K. Kanyanga, A. Kitoh, J. Kossin, N.-C. Lau, J. Renwick, D.B. Stephenson, S.-P. Xie et T. Zhou, « Climate Phenomena and their Relevance for Future Regional Climate Change », dans T.F. Stocker, D. Qin, G.-K. Plattner, M. Tignor, S.K. Allen, J. Boschung, A. Nauels, Y. Xia, V. Bex et P.M. Midgley (dir.), *Climate Change 2013: The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, Cambridge University Press, Cambridge/New York, 2013, disponible sur : <https://www.ipcc.ch/report/ar5/wg1/>.

CICR, *ICRC Guidelines for the Protection of the Natural Environment in Situations of Armed Conflict: A Commentary on IHL Rules and Recommendations Relating to the Protection of the Natural Environment*. Genève, 2020 (à paraître).

CICR, *Déplacés urbains – S'adapter et répondre au déplacement hors des camps*, Genève, 2019a, disponible sur : <https://www.icrc.org/fr/publication/4344-displaced-cities-experiencing-and-responding-urban-internal-displacement-outside>.

CICR, *Le droit international humanitaire et les défis posés par les conflits armés contemporains – Engagement renouvelé en faveur de la protection dans les conflits armés à l’occasion du 70^e anniversaire des Conventions de Genève*, Genève, 2019b, disponible sur : <https://www.icrc.org/fr/publication/4427-international-humanitarian-law-and-challenges-contemporary-armed-conflicts>.

CICR, *Services urbains lors de conflits armés prolongés – Pour une redéfinition de l’aide apportée aux populations touchées*, Genève, 2019c, disponible sur : <https://www.icrc.org/fr/publication/4249-urban-services-during-protracted-armed-conflict>.

CICR, *Stratégie du CICR 2019-2022*, Genève, 2018, disponible sur : <https://www.icrc.org/fr/publication/4354-icrc-strategy-2019-2022>.

CICR, *Conflits prolongés et action humanitaire – Quelques expériences récentes du CICR*, Genève, 2017, disponible sur : <https://www.icrc.org/fr/publication/4265-protracted-conflict-and-humanitarian-action-some-recent-icrc-experiences>.

CICR, « ICRC Protection Policy », *International Review of the Red Cross*, vol. 90, n° 871, 2008, p. 751-775, disponible sur : <https://international-review.icrc.org/articles/icrc-protection-policy>.

CICR, « Politique d’assistance du CICR », *Revue internationale de la Croix-Rouge*, vol. 86, n° 855, 2004, p. 677-691, disponible sur : <https://www.icrc.org/fr/doc/resources/documents/misc/66dkd8.htm>.

CICR, « Directives pour les manuels d’instruction militaire sur la protection de l’environnement en période de conflit armé », *Revue internationale de la Croix-Rouge*, n° 818, 1996, disponible sur : <https://www.icrc.org/fr/doc/resources/documents/misc/5fzg77.htm>.

Collier, P., L. Elliot, H. Hegre, A. Hoeffler, M. Reynal-Querol et N. Sambanis, *Breaking the conflict trap: Civil war and development policy. A World Bank policy research report*, Banque mondiale/Oxford University Press, Washington, D.C., 2003, disponible sur : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/13938>.

Commission mondiale sur l’environnement et le développement, *Report of the World Commission on Environment and Development: Our Common Future*, 1987, disponible sur : <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/5987our-common-future.pdf>.

Conseil des droits de l’homme, *Changements climatiques et pauvreté – Rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l’homme et l’extrême pauvreté*, A/HRC/41/39, 2019, disponible sur : <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session41/Pages/ListReports.aspx>.

Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), *Édition spéciale: point sur les objectifs de développement durable. Rapport du Secrétaire général*, 2019, disponible sur : <https://undocs.org/fr/E/2019/68>.

Corral, P., A. Irwin, N. Krishnan, D.G. Mahler et T. Vishwanath, *Fragility and Conflict: On the Front Lines of the Fight against Poverty*, Banque mondiale, Washington, D.C., 2020, disponible sur : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33324>.

Croix-Rouge de Norvège, *Overlapping vulnerabilities: the impacts of climate change on humanitarian needs*, Oslo, 2019, disponible sur : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/rk_overlapping-vulnerabilities_digital_singles.pdf.

De Juan, A., « Long-term environmental change and geographical patterns of violence in Darfur, 2003-2005 », *Political Geography*, vol. 45, mars 2015, p. 22-33.

Degomme, O., et D. Guha-Sapir, « Patterns of mortality rates in Darfur conflict », *The Lancet*, vol. 375, n° 9711, 2010, p. 294-300.

Diedhiou, A., A. Bichet, R. Wartenburger, S.I. Seneviratne, D.P. Rowell, M.B. Sylla, I. Diallo et S. Todzo, « Changes in climate extremes over West and Central Africa at 1.5 °C and 2 °C global warming », *Environmental Research Letters*, vol. 13, n° 6, 2018, p. 9, disponible sur : <https://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/aac3e5/pdf>.

Djoudi H., M. Brockhaus et B. Locatelli, « Once there was a lake: Vulnerability to environmental changes in northern Mali », *Regional Environmental Change*, vol. 13, n° 3, 2013, p. 493–508.

Dufumier, M., et B. Lallau, *Vers quel développement agricole en République centrafricaine ? Réflexions et propositions*, Document de travail 1, PRODIG/CLERSE, Lille, 2016.

FAO, *FAO in Emergencies: helping to build a world without hunger*, site Internet de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, page pays « Irak », 2020, disponible sur : www.fao.org/emergencies/countries/detail/en/c/161511.

FAO, 2018 – *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde: Renforcer la résilience face aux changements climatiques pour la sécurité alimentaire et la nutrition*, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome, 2018a, disponible sur : www.fao.org/3/i9553fr/i9553fr.pdf.

FAO, *République centrafricaine – Stratégie d'appui à la résilience 2018–2023: Renforcement des moyens d'existence agropastoraux*, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome, 2018b, disponible sur : www.fao.org/3/I9314FR/i9314fr.pdf.

FAO, *Iraq Agriculture Sector Note*, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome, 2012, disponible sur : <http://www.fao.org/3/i2877e/i2877e.pdf>.

FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS, 2019 – *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde: Se prémunir contre les ralentissements et les fléchissements économiques*, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome, 2019, disponible sur : www.fao.org/3/ca5162fr/ca5162fr.pdf.

FAO et PAM, *Special Report: FAO/WFP Crop and Food Security Assessment Mission to Central African Republic*, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome, 2014, disponible sur : www.fao.org/3/a-I4159E.pdf.

Fawzi, N.A. et B.A. Mahdi, « Iraq's inland water quality and their impact on the North-Western Arabian Gulf », *Marsh Bulletin*, vol. 9, n° 1, 2014, p. 1–22, disponible sur : https://www.researchgate.net/publication/315654944_Iraq%27s_inland_water_quality_and_their_impact_on_the_North-Western_Arabian_Gulf_Introduction.

Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, *The Cost of Doing Nothing: The humanitarian price of climate change and how it can be avoided*. Genève, 2019, disponible sur : <https://media.ifrc.org/ifrc/the-cost-of-doing-nothing/>.

Field, C.B., V.R. Barros, K.J. Mach, M.D. Mastrandrea, M. van Aalst, W.N. Adger, D.J. Arent, J. Barnett, R. Betts, T.E. Bilir, J. Birkmann, J. Carmin, D.D. Chadee, A.J. Chaliner, M. Chatterjee, W. Cramer, D.J. Davidson, Y.O. Estrada, J.-P. Gattuso, Y. Hijikata, O. Hoegh-Guldberg, H.Q. Huang, G.E. Insarov, R.N. Jones, R.S. Kovats, P. Romero-Lankao, J.N. Larsen, I.J. Losada, J.A. Marengo, R.F. Mclean, L.O. Mearns, R. Mechler, J.F. Morton, I. Niang, T. Oki, J.M. Olwoch, M. Opondo, E.S. Poloczanska, H.-O. Pörtner, M.H. Redsteer, A. Reisinger, A. Revi, D.N. Schmidt, M.R. Shaw, W. Solecki, D.A. Stone, J.M.R. Stone, K.M. Strzepek, A.G. Suarez, P. Tschakert, R. Valenti, S. Vicuña, A. Villamizar, K.E. Vincent, R. Warren, L.L. White, T.J. Wilbanks, P.P. Wong et G.W. Yohe, « Technical summary », dans C.B. Field et al. (dir.), *Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Part A: Global and Sectoral Aspects. Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, Cambridge University Press, Cambridge/New York, 2014, p. 35–94, disponible sur : https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/WGIIAR5-TS_FINAL.pdf.

Fonds international de développement agricole (FIDA), *Smallholder Agriculture Revitalization Project: Final Project Design Report*, Rome, 2017, disponible sur : <https://operations.ifad.org/documents/654016/33570e04-9429-4eac-abb2-137fde84a8bf>.

Foresight, *Migration and Global Environmental Change: Future Challenges and Opportunities. Final Project Report*, The Government Office for Science, Londres, 2011, disponible sur : https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/287717/11-1116-migration-and-global-environmental-change.pdf.

Gariano, S.L., et F. Guzzetti, « Landslides in a changing climate », *Earth-Science Reviews*, vol. 162, novembre 2016, p. 227-252, disponible sur : <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0012825216302458?via%3Dihub>.

Gates, S., H. Hegre, H.M. Nygard et H. Strand, « Development consequences of armed conflict », *World Development*, vol. 40, n° 9, 2012, p. 1713-1722.

GDIM, *Global Database on Intergenerational Mobility*, Development Research Group, Banque mondiale, Washington, D.C., 2018, disponible sur : <https://www.worldbank.org/en/topic/poverty/brief/what-is-the-global-database-on-intergenerational-mobility-gdim>.

GEMET, « Environmental Degradation », *General Multilingual Environmental Thesaurus*, disponible sur : <https://www.eionet.europa.eu/gemet/en/concept/15154>.

Ghimire, R., S. Ferreira et J.H. Dorfman, « Flood-induced displacement and civil conflict », *World Development*, vol. 66, février 2015, p. 614-628.

Ghobarah, H.A., P.K. Huth et B.M. Russett, « Civil wars kill and maim people – long after the shooting stops », *American Political Science Review*, vol. 97, n° 2, 2003, p. 189-202.

Ghobarah, H.A., P.K. Huth et B.M. Russett, « The post-war public health effects of civil conflict », *Social Science and Medicine*, vol. 59, n° 4, 2004, p. 869-884.

Giannini, A., P.K. Krishnamurthy, R. Cousin, N. Labidi et R.J. Choularton, « Climate risk and food security in Mali: A historical perspective on adaptation », *Earth's Future*, vol. 5, n° 2, 2016, p. 144-157, disponible sur : <https://agupubs.onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1002/2016EF000404>.

GIEC [M. Allen *et al.* (dir.)], « Summary for Policymakers », dans V. Masson-Delmotte, P. Zhai, H.-O. Pörtner, D. Roberts, J. Skea, P.R. Shukla, A. Pirani, W. Moufouma-Okia, C. Péan, R. Pidcock, S. Connors, J.B.R. Matthews, Y. Chen, X. Zhou, M.I. Gomis, E. Lonnoy, T. Maycock, M. Tignor et T. Waterfield (dir.), *Global Warming of 1.5°C. An IPCC Special Report on the impacts of global warming of 1.5°C above pre-industrial levels and related global greenhouse gas emission pathways, in the context of strengthening the global response to the threat of climate change, sustainable development, and efforts to eradicate poverty*, 2018a, disponible sur : https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/06/SR15_Full_Report_High_Res.pdf.

GIEC [J.B.R. Matthews (dir.)], « Annex I: Glossary », dans V. Masson-Delmotte, P. Zhai, H.-O. Pörtner, D. Roberts, J. Skea, P.R. Shukla, A. Pirani, W. Moufouma-Okia, C. Péan, R. Pidcock, S. Connors, J.B.R. Matthews, Y. Chen, X. Zhou, M.I. Gomis, E. Lonnoy, T. Maycock, M. Tignor et T. Waterfield (dir.), *Global Warming of 1.5°C. An IPCC Special Report on the impacts of global warming of 1.5°C above pre-industrial levels and related global greenhouse gas emission pathways, in the context of strengthening the global response to the threat of climate change, sustainable development, and efforts to eradicate poverty*, 2018b, disponible sur : https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/06/SR15_AnnexI_Glossary.pdf.

GIEC [S. Solomon, D. Qin, M. Manning, Z. Chen, M. Marquis, K.B. Averyt, M. Tignor et H.L. Miller (dir.)], *Climate Change 2007: The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, Cambridge University Press, Cambridge/New York, 2007, disponible sur : https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/05/ar4_wg1_full_report-1.pdf.

Hastrup, K., et K. Fog Olwig (dir.), *Climate Change and Human Mobility: Global Challenges to the Social Sciences*, Cambridge University Press, Cambridge, 2012.

Hilhorst, D., « Classical humanitarianism and resilience humanitarianism: making sense of the two brands of humanitarian action », *Journal of International Humanitarian Action*, vol. 3, n° 15, 2018, disponible sur : <https://jhumanitarianaction.springeropen.com/articles/10.1186/s41018-018-0043-6>.

Holthuijzen, W., et J. Maximillian, « Dry, hot, and brutal: Climate change and desertification in the Sahel of Mali », *Journal of Sustainable Development in Africa*, vol. 13, n° 7, 2011, p. 245-268, disponible sur : www.jsd-africa.com/Jsda/Vol13No7-Winter2011A/PDF/Dry%20Hot%20and%20Brutal.Wieteke%20Holthuijzen.pdf.

Human Rights Watch, *Basra is Thirsty. Iraq's Failure to Manage the Water Crisis*, Washington, D.C., 2019, disponible sur : <https://www.hrw.org/report/2019/07/22/basra-thirsty/iraqs-failure-manage-water-crisis>.

Human Rights Watch, *The Iraqi Government Assault on the Marsh Arabs*, Briefing Paper, Washington, D.C., 2003, disponible sur : <https://www.hrw.org/report/2003/01/25/iraqi-government-assault-marsh-arabs>.

Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), *The Invisible Majority: The Displacement Continuum*, Genève, 2017, disponible sur : <https://www.internal-displacement.org/publications/thematic-series-the-invisible-majority>.

International Food Policy Research Institute (IFPRI), *Global Food Policy Report, Chapter 5: Refugees and conflict-affected people: Integrating displaced communities into food systems*. Washington, D.C., 2020, disponible sur : <http://ebrary.ifpri.org/cdm/ref/collection/p15738coll2/id/133648>.

International Institute for Sustainable Development (IISD), *Assessing and Using Climate Data and Information in Fragile, Data-Poor States*, Winnipeg, 2015, disponible sur : <https://www.iisd.org/sites/default/files/publications/accessing-climate-data-information-fragile-data-poor-states.pdf>.

International Union for Conservation of Nature (IUCN), *Land Degradation and Climate Change*, « Issues Briefs », novembre 2015, disponible sur : <https://www.iucn.org/resources/issues-briefs/land-degradation-and-climate-change>.

IPC, *République centrafricaine (RCA): Analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë – Mise à jour de l'analyse de septembre 2019 – mai-août 2020 (projection)*, mai 2020, disponible sur : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/IPC_CAR_AcuteFoodInsec_2020MayAug_Report_French.pdf.

Jha, U.C., *Armed Conflict and Environmental Damage*, Vij Books, New Dehli, 2015.

Kelley, C.P., S. Mohtadi, M.A. Cane, R. Seager et Y. Kushnir, « Climate change in the Fertile Crescent and implications of the recent Syrian drought », *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, vol. 112, n° 11, 2015, p. 3241-3246, disponible sur : <https://www.pnas.org/content/112/11/3241>.

Kiernan, K., « Nature, severity and persistence of geomorphological damage caused by armed conflict », *Land Degradation & Development*, vol. 26, n° 4, 2013, p. 380-396.

Linke, A.M., J. O'Loughlin, J.T. McCabe, J. Tir et F.D.W. Witmer, « Rainfall variability and violence in rural Kenya: Investigating the effects of drought and the role of local institutions with survey data », *Global Environmental Change*, vol. 34, septembre 2015, p. 35-47.

Lossow (von), T., « More than infrastructures: Water challenges in Iraq », *Policy Brief*, Clingendael (Netherlands Institute of International Relations), La Hague, 2018, disponible sur : https://www.clingendael.org/sites/default/files/2018-07/PB_PSI_water_challenges_Iraq.pdf.

Maddocks, A., R.S. Young et P. Reig, « Ranking the World's Most Water-Stressed Countries in 2040 », World Resources Institute, Washington, D.C., 2015, disponible sur : <https://www.wri.org/blog/2015/08/ranking-world-s-most-water-stressed-countries-2040>.

Marchal, R., « Premières leçons d'une "drôle" de transition en République centrafricaine », *Politique africaine*, n° 139, 2015, p. 123-146, disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2015-3-page-123.htm#>.

Marin, A., et L.O. Naess, « Climate change adaptation through humanitarian aid? Promises, perils and potentials of the 'New Humanitarianism' », *IDS Bulletin*, vol. 48, n° 4, 2017, disponible sur : <https://bulletin.ids.ac.uk/index.php/idsbo/article/view/2884/ONLINE%20ARTICLE>.

Mason, M., M. Zeitoun et R. El Sheikh, « Conflict and social vulnerability to climate change: Lessons from Gaza », *Climate and Development*, vol. 3, n° 4, 2011, p. 285-297.

Mearns, R., et A. Norton (dir.), *Social Dimensions of Climate Change: Equity and Vulnerability in a Warming World*, Banque mondiale, Washington, D.C., 2010.

Ministère américain des Affaires étrangères (United States Department of State), *Drought and Famine in Sub-Saharan Africa*, Special Report n° 10, Washington, D.C., 1974.

Ministère malien de l'Environnement et de l'Assainissement, *Seconde communication nationale du Mali sur les changements climatiques*, 2011, disponible sur : <https://unfccc.int/resource/docs/natc/mlinc2.pdf>.

Ministère malien de l'Environnement et de l'Assainissement, *Elements of National Policy for Adaptation to Climate Change*, 2008, disponible sur : https://www.adaptation-undp.org/sites/default/files/downloads/mali_-_national_policy_2008.pdf.

Ministère néerlandais des Affaires étrangères, *Climate Change Profile: Iraq*, 2018, disponible sur : <https://www.government.nl/ministries/ministry-of-foreign-affairs/documents/publications/2019/02/05/climate-change-profiles>.

Murthy, S.L., « Iraq's Constitutional Mandate to Justly Distribute Water: The Implications of Federalism, Islam, International Law and Human Rights », *George Washington International Law Review*, vol. 42, n° 4, 2011, p. 749-85.

Niang, I., O.C. Ruppel, M.A. Abdrabo, A. Essel, C. Lennard, J. Padgham et P. Urquhart, « Africa », dans V.R. Barros, C.B. Field, D.J. Dokken, M.D. Mastrandrea, K.J. Mach, T.E. Bilir, M. Chatterjee, K.L. Ebi, Y.O. Estrada, R.C. Genova, B. Girma, E.S. Kissel, A.N. Levy, S. MacCracken, P.R. Mastrandrea et L.L. White (dir.), *Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Part B: Regional Aspects. Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, Cambridge University Press, Cambridge/New York, 2014, p. 1199-1265, disponible sur : <https://www.ipcc.ch/report/ar5/wg2/>.

OCDE, *Climate finance from developed to developing countries: public flows in 2013-17*, 2018, disponible sur : <http://www.oecd.org/environment/cc/Climate-finance-from-developed-to-developing-countries-Public-flows-in-2013-17.pdf>.

OCHA, *République centrafricaine: Aperçu de la situation humanitaire suite aux inondations (3 décembre 2019)*, décembre 2019, disponible sur : <https://reliefweb.int/report/central-african-republic/r-publique-centrafricaine-aper-u-de-la-situation-humanitaire-suite-0>.

- OMM, *Commission for Climatology FAQs*, 2019, disponible sur : <http://www.wmo.int/pages/prog/wcp/ccl/faqs.php>.
- OMS, *COP24 Special Report: Health and Climate Change*, Genève, 2018, disponible sur : <https://www.who.int/globalchange/publications/COP24-report-health-climate-change/en/>.
- ONU Climat, *Introduction to Climate Finance*, Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, 2020, disponible sur : <https://unfccc.int/topics/climate-finance/the-big-picture/introduction-to-climate-finance>.
- PAM, *WFP Mali, Country Brief*, mars 2020, disponible sur : https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000114706/download/?_ga=2.81119383.1066780301.1589292721-1559359155.1589292721.
- Peters, K., M. Dupar, S. Opitz-Stapleton, E. Lovell, M. Budimir, S. Brown et Y. Cao, *Climate change, conflict and fragility: An evidence review and recommendations for research and action*, Overseas Development Institute (ODI), Londres, 2020.
- Peters, K., L. Mayhew, H. Slim, M. van Aalst et J. Arrighi, *Double vulnerability: The humanitarian implications of intersecting climate and conflict risk*, ODI, Londres, mars 2019.
- Peters, K., et M. Budimir, *When Conflicts and Disasters Collide: Facts and Figures*, ODI, Londres, 2016, disponible sur : <https://www.odi.org/publications/10410-when-disasters-and-conflicts-collide-facts-and-figures>.
- PNUD, *Rapport sur le développement humain 2019 – Au-delà des revenus, des moyennes et du temps présent: les inégalités de développement humain au XXI^e siècle*, 2019, disponible sur : http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2019_overview_-_french.pdf.
- PNUE, *UNEP in Iraq; Post-conflict assessment, clean-up and reconstruction, 2007*, disponible sur : https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/17462/UNEP_Iraq.pdf?sequence=1&isAllowed=y.
- Raleigh, C., et D. Kniveton, « Come rain or shine: An analysis of conflict and climate variability in East Africa », *Journal of Peace Research*, vol. 49, n° 1, 2012, p. 51-64.
- Revi, A., D.E. Satterthwaite, F. Aragón-Durand, J. Corfee-Morlot, R.B.R. Kiunsi, M. Pelling, D.C. Roberts et W. Solecki, « Urban areas », dans C.B. Field, V.R. Barros, D.J. Dokken, K.J. Mach, M.D. Mastrandrea, T.E. Bilir, M. Chatterjee, K.L. Ebi, Y.O. Estrada, R.C. Genova, B. Girma, E.S. Kissel, A.N. Levy, S. MacCracken, P.R. Mastrandrea et L.L. White (dir.), *Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Part A: Global and Sectoral Aspects. Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, Cambridge University Press, Cambridge/New York, 2014, p. 535-612, disponible sur : <https://www.ipcc.ch/report/ar5/wg2/>.
- Rigaud, K.K., A. de Sherbinin, B. Jones, J. Bergmann, V. Clement, K. Ober, J. Schewe, S. Adamo, B. McCusker, S. Heuser et A. Midgley, *Groundswell: Preparing for Internal Climate Migration*, Banque mondiale, Washington, D.C., 2018, disponible sur : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/29461>.
- Sadoff, C.W., E. Borgomeo et D. de Waal, *Turbulent Waters: Pursuing Water Security in Fragile Contexts*, Banque mondiale, Washington, D.C., 2017, disponible sur : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/26207>.
- Salack, S., I.A. Saley, N.Z. Lawson, I. Zabré et E.K. Daku, « Scales for rating heavy rainfall events in the West African Sahel », *Weather and Climate Extremes*, vol. 21, septembre 2018, p. 36-42.
- Sanderson, D., J.S. Kayden et J. Leis (dir.), *Urban Disaster Resilience*, Routledge, New York, 2016.
- Schmitz Guinote, F., « The ICRC and the “Humanitarian-Development-Peace Nexus” discussion », *International Review of the Red Cross*, vol. 101, n° 913, 2019.

Selby, J., O.S. Dahi, C. Fröhlich et M. Hulme, « Climate change and the Syrian civil war revisited », *Political Geography*, vol. 60, 2017, p. 232-244.

Sinha, S., et M. Lipton, *Damaging Fluctuations, Risk and Poverty: A Review*, Poverty Research Unit at Sussex, Brighton, 1999.

Sissakian, V., N. Al-Ansari et S. Knutsson, « Sand and dust storm events in Iraq », *Natural Science*, vol. 5, n° 10, 2013, p. 1084-1094.

Soulé Baoro, S.K.G., et al., « Impacts of Climate Change in Central African Republic », *Journal of Environmental Science and Engineering Technology*, 2017, p. 52-63, disponible sur : <http://savvysciencepublisher.com/downloads/jesetv5n2a3/>.

Sultan, B., P. Roudier, P. Quirion, A. Alhassane, B. Muler, M. Dingkuhn, P. Ciais, M. Guiberteau, S. Traore et C. Baron, « Assessing climate change impacts on sorghum and millet yields in the Sudanian and Sahelian savannas of West Africa », *Environmental Research Letters*, vol. 8, n° 1, 2013, disponible sur : <https://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/8/1/014040>.

Theisen, O.M., « Climate change and violence: Insights from political science » *Current Climate Change Reports*, vol. 3, n° 4, 2017, p. 210-221.

Uexkull (von), N., M. Croicu, H. Fjelde et H. Buhaug, « Civil conflict sensitivity to growing-season drought », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 113, n° 44, 2016, p. 12391-12396, disponible sur : <https://www.pnas.org/content/113/44/12391>.

UN Water, *Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau 2020 – L'eau et les changements climatiques*, UNESCO, Paris, 2020, disponible sur : <https://www.un.org/en/events/desertificationday/desertification.shtml>.

United Nations Iraq – Joint Analysis Unit, *Water in Iraq Factsheet*, 2013, disponible sur : <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Water-Factsheet.pdf>.

USAID, *Climate Risks in the Central Africa Regional Program for the Environment (CARPE) and Congo Basin*, 2018, disponible sur : <https://www.preventionweb.net/publications/view/58775>.

Vidal, J., « 'Tip of the iceberg': is our destruction of nature responsible for Covid-19? », *The Guardian*, 18 mars 2020, disponible sur : https://www.theguardian.com/environment/2020/mar/18/tip-of-the-iceberg-is-our-destruction-of-nature-responsible-for-covid-19-aoe?CMP=Share_iOSApp_Other.

Watts, N., et al., « The 2019 report of The Lancet Countdown on health and climate change: ensuring that the health of a child born today is not defined by a changing climate », *Lancet*, vol. 394, n° 10211, 2019, p. 1836-1878, disponible sur : [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(19\)32596-6/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(19)32596-6/fulltext).

Watts, N. et al., « The 2018 report of the Lancet Countdown on health and climate change: shaping the health of nations for centuries to come », *Lancet*, vol. 392, n° 10163, 2018, p. 2479-2514, disponible sur : [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(18\)32594-7/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(18)32594-7/fulltext).

Woolhouse, M., et E. Gaunt, « Ecological origins of novel human pathogens », *Critical Reviews in Microbiology*, vol. 33, n° 4, 2008, p. 231-242.

Zwijnenburg, W., et F. Postma, *Living under a black sky: Conflict pollution and environmental health concerns in Iraq*, PAX, Utrecht (Pays-Bas), 2017, disponible sur : <https://ceobs.org/pax-2017-living-under-a-black-sky-conflict-pollution-and-environmental-health-concerns-in-iraq/>.

ANNEXE : MÉTHODOLOGIE

Le travail de recherche dont rend compte le présent rapport a essentiellement porté sur l'expérience de personnes exposées aux effets conjugués des conflits armés et du changement climatique, ainsi que sur l'action humanitaire déployée pour répondre à leurs besoins à court et à long terme. Il n'avait pas pour objectif d'étudier en profondeur le rôle que le changement climatique peut jouer dans l'exacerbation de certains facteurs propices à l'émergence d'un conflit, ni de déterminer s'il générera à l'avenir davantage de violences et de guerres. Le but était de comprendre les besoins des personnes en vue d'y répondre plus efficacement.

Les recherches se sont articulées autour des deux axes d'étude suivants :

1. Comment les personnes et les communautés confrontées aux effets conjugués des conflits armés, du changement climatique et de la dégradation de l'environnement vivent cette situation au quotidien, et quels sont les mécanismes d'adaptation qu'elles mettent en œuvre pour y faire face ?
2. Dans quelle mesure le CICR répond-il, à travers ses activités d'assistance aux communautés touchées, aux difficultés qu'elles rencontrent, et comment peut-il améliorer son action de manière à mieux les soutenir et renforcer leur résilience ?

L'enquête a été divisée en deux volets : un travail de recherche documentaire et la réalisation d'études de cas. Celles-ci ont porté sur trois pays fragilisés par une situation de conflit prolongé, particulièrement vulnérables au changement climatique, et où le CICR mène des opérations de grande envergure et dispose d'un niveau d'accès satisfaisant. Ces pays ont été sélectionnés de manière à rendre compte d'une variété de situations tant au niveau des risques rencontrés (sécheresses, inondations) qu'en termes de niveaux de développement.

Nous avons collecté des données sur les trois sites de recherche à l'occasion de visites réparties sur dix jours, entre avril 2019 et janvier 2020. Sur chaque site, des discussions de groupe et/ou des entretiens individuels (avec des hommes et des femmes, notamment des jeunes, des chef-fe-s communautaires et des membres d'associations professionnelles) ont été organisés en vue de collecter des données qualitatives. Dans le nord du Mali, nous avons rencontré des chefs communautaires à Gao ainsi que des représentants d'associations de pêcheurs, d'agriculteurs et d'éleveurs à Tombouctou. Pour des raisons de sécurité, tous les entretiens ont eu lieu dans des locaux du CICR. En République centrafricaine et en Irak, nous avons pu nous entretenir avec des habitants à leur domicile, dans leur quartier ou village. Dans le sud de l'Irak – à Jazal Al-Sharquiya, Saed Jaber, Said Dakhil et Fao –, nous avons organisé sept discussions de groupe avec des hommes et des femmes, notamment des membres d'associations d'agriculteurs et de pêcheurs. En République centrafricaine, nous avons rencontré des chefs communautaires et de nombreux habitants de deux quartiers de Kaga-Bandoro (Tipoyeur et Abakar) ; le chef adjoint et plusieurs résidents du camp de déplacés de Lazare ; les chefs et les membres de communautés agricoles de Doukoumbé, à la périphérie de Kaga-Bandoro, ainsi que de Yongoro-Bedimont, à l'extérieur de Bouar. À Bangui, nous nous sommes entretenus avec plusieurs groupes de personnes déplacées venues se réfugier en ville à la suite des inondations. Nous avons également interrogé plusieurs de nos collègues, ainsi que des membres d'autres organisations à vocation humanitaire, des représentants des autorités locales et nationales, et des experts (voir tableaux ci-après).

Les personnes citées dans le rapport ont été interrogées dans le cadre des études de cas. Les observations relatives aux effets conjugués du changement climatique, de la dégradation de l'environnement et des conflits armés sont fondées sur les résultats des entretiens menés aux fins de l'enquête – avec des membres des communautés touchées, des représentants des autorités locales et nationales, des représentants d'organisations de la société civile, des membres d'organisations internationales humanitaires et de développement, des composantes du Mouvement et des donateurs – et sur l'analyse de sources secondaires pertinentes.

Le travail de recherche documentaire a été effectué par Yvonne Su (étudiante de troisième cycle) et Karine Gagné (professeure assistante), de l'Université de Guelph. L'objectif était de mieux comprendre : comment les personnes et les communautés confrontées à un conflit armé, à des risques climatiques et à la

dégradation de leur environnement s'adaptent et font face ; en quoi l'expérience des communautés rurales diffère de celle des habitants de zones urbaines et dans quelle mesure les phénomènes météorologiques extrêmes qui les affectent perturbent leur quotidien ; s'il existe des différences significatives de vécu d'une région à l'autre. Il s'agissait également de dégager des pistes pour améliorer l'action humanitaire et renforcer la résilience des populations touchées. La sélection, parmi la littérature grise et la littérature officielle, de documents sur la double thématique des risques climatiques et des conflits armés a été réalisée au moyen de Google Scholar et Primo – avec comme principal périmètre de recherche les études publiées en langue anglaise entre 2000 et 2019 – et sur les recommandations d'experts de premier plan. Au total, 96 documents – 69 articles de journaux, 17 rapports et 10 ouvrages – ont été passés en revue. Sept de ces documents portaient sur l'Asie du Sud-Est, 12 sur le Moyen-Orient et 35 sur des pays de la région du Sahel et d'autres régions d'Afrique. Cette distribution géographique témoigne des régions du monde sur lesquelles se sont concentrés les travaux de recherche académiques de ces 20 dernières années.

Autorités consultées

Mali		
Agence de l'environnement et du développement durable	Service de développement social de Gao	Directeurs régionaux des eaux et forêts de Tombouctou et Taoudeni
Irak		
Ministère de la Santé et de l'Environnement	Équipe chargée du changement climatique au sein du ministère de l'Agriculture	Service des politiques et orientations stratégiques du ministère des Ressources hydrauliques
Département chargé de l'agriculture à Abou Ghraib	Comité consultatif rattaché au Premier ministre	Conseils municipaux de Said Dakhil et Fao
République centrafricaine		
Ministre de l'Agriculture	Ministre du Développement de l'énergie et des ressources hydrauliques	Ministre de l'Environnement
Ministre de l'Élevage et de la Santé animale	Maires de Kaga-Bandoro et Bouar	Coordination Nationale Climat (CN-Climat)
Coordonnateur régional des bois et forêts (Bouar)	Inspecteur régional de l'environnement (Bouar)	Sous-préfets de Nana-Grébizi et Bouar

Organisations et experts consultés

Mali		
Croix-Rouge danoise	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)	Mali Folke Centre
Croix-Rouge malienne	Programme alimentaire mondial	
Irak		
Al-Fat (organisation de la société civile)	Al-Fat (organisation de la société civile)	Prof. Nadir Fadah, Université de Bagdad
République centrafricaine		
Agence française de développement	Agence nationale de développement de l'élevage	Comité pour la promotion et la défense des droits des enfants
Consul de Norvège et de Suède	Union européenne	Fédération nationale des éleveurs centrafricains (Bangui, Kaga-Bandoro et Bouar)
Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge	Organisation internationale pour les migrations	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), Affaires civiles
Programme des Nations Unies pour le développement	Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA)	Groupe de travail des Nations Unies pour la recherche de solutions durables (Bouar)

MISSION

Organisation impartiale, neutre et indépendante, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a la mission exclusivement humanitaire de protéger la vie et la dignité des victimes de conflits armés et d'autres situations de violence, et de leur porter assistance. Le CICR s'efforce également de prévenir la souffrance par la promotion et le renforcement du droit et des principes humanitaires universels. Créé en 1863, le CICR est à l'origine des Conventions de Genève et du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, dont il dirige et coordonne les activités internationales dans les conflits armés et les autres situations de violence.

 facebook.com/icrcfrancais

 twitter.com/cicr_fr

 instagram.com/icrc



CICR

Comité international de la Croix-Rouge

19, avenue de la Paix

1202 Genève, Suisse

T +41 22 734 60 01

shop.icrc.org

© CICR, septembre 2020